

## Les pays en développement gagnent du terrain dans l'établissement de directives pour les négociations sur les services

Les Membres de l'OMC ont adopté, le 28 mars, un ensemble de directives préliminaires pour la poursuite des négociations imposées dans les services (S/L/93). Certains Membres et quelques observateurs ont reconnu que les directives fournissaient peu d'avancée sur le fond par rapport au texte du GATS lui-même, mais ont toutefois estimé que l'adoption des directives signalait que les Membres de l'OMC étaient prêts à poursuivre les pourparlers en dépit de l'absence d'une nouvelle série de négociations commerciales.

### Les intérêts des pays développés et des pays en développement conciliables ?

Il a fallu de nombreuses réunions informelles et quatre ensembles successifs de directives et de procédures préliminaires de négociation pour combler l'écart entre les intérêts divergents des Membres sur les services – particulièrement le droit des pays en développement à un traitement spécial et différencié.

Un premier projet, publié en janvier 2001, contenait plusieurs éléments clés inclus dans une proposition soumise en décembre 2000 par le G-24, une groupe de pays en développement comprenant l'Argentine, le Brésil, l'Inde, le Pakistan et la Thaïlande. Le texte comportait des éléments tels que l'établissement de mécanismes pour la mise en œuvre effective de l'article IV du GATS, qui vise à accroître la participation des pays en développement au commerce mondial des services. Comme le proposait le G-24, le document spécifiait également « qu'il y aura une flexibilité appropriée pour les pays en développement Membres à titre individuel » et établissait l'approche de « l'offre et de la demande » comme principale méthode de négociation des engagements spécifiques (c'est-à-dire que les pays cherchant la libéralisation font une demande et d'autres pays leur font une offre).

Lors d'une réunion informelle du 7 février, les pays développés, et tout particulièrement les Etats-Unis, ont qualifié le premier projet de déséquilibré, parce qu'il se concentrait trop sur les besoins des pays en développement. Des Membres ont demandé la publication d'un second projet de directives qui prenne en compte les commentaires faits au cours de la réunion. Le second projet a par la suite été diffusé, mais fortement rejeté par près de 70 délégations des pays en développement. Le Groupe africain et le CARICOM se sont joints à l'opposition à ce projet de texte, opposition initialement formulée par l'Inde, au nom du G-24, parce que la dimension du développement présente dans le premier projet, telle que la référence

faite à la flexibilité en faveur des pays en développement et les dispositions relatives au traitement spécial et différencié pour les pays les moins avancés, avait été éliminée du nouveau texte, alors que des questions traditionnellement préconisées par les pays industriels, telles que la prescription d'un statu quo durant les négociations ou la disposition relative à l'examen technique, restaient dans le projet. Du fait qu'aucun accord ne pouvait être trouvé, la réunion a été ajournée et les Membres ont demandé au Président de mener des consultations supplémentaires. Les réunions sur les directives de négociation ont repris le 15 mars. Le G-24, le Groupe africain et CARICOM ont demandé que les préoccupations de développement figurant dans le premier projet soient suffisamment prises en compte dans toute nouvelle proposition.

Un troisième projet, publié le 16 mars, réintroduisait certaines références aux préoccupations en matière de développement présentes dans le premier projet. Il contenait également certains éléments entre crochets (pour lesquels une orientation supplémentaire du Conseil du commerce des services était jugée nécessaire) sur des questions telles que la flexibilité pour les pays en développement concernant les négociations sur les exemptions de la nation la plus favorisée (NPF).

Finalement, un quatrième projet de texte a été déposé et débattu le 23 mars. Quelques éléments relatifs au développement, mis entre crochets dans la troisième version, ont été intégrés au nouveau texte, ce qui a amené une source des milieux du commerce dans les pays en développement à indiquer que ce dernier ensemble de directives non seulement suscitait un large consensus parmi les Membres, mais était encore plus proche des préoccupations des pays en développement que le premier texte.

CARICOM et le Groupe africain, en particulier, ont fait pression pour qu'il soit fait référence aux besoins des petites économies et des petits fournisseurs de services, ce qui a soulevé des questions sur la manière dont de tels termes devaient être définis. Ceci a été inclus dans le projet de texte.

### Sommaire

<b>Services : les pays en développement gagnent du terrain</b>	<b>1</b>
<b>Editorial : Les Pays les Moins Avancés, objet de l'attention internationale du jour</b>	<b>2</b>
<b>Enjeux de la Troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA</b>	<b>3</b>
<b>Que signifie l'initiative européenne : «tout sauf les armes»</b>	<b>5</b>
<b>Conflit de la banane : discipline multilatérale ou indiscipline internationale</b>	<b>7</b>
<b>Préparatifs pour Qatar s'accélèrent, les pressions pour un nouveau cycle aussi</b>	<b>11</b>
<b>Règlement des différends</b>	<b>12</b>
<b>Conflit sur les médicaments : la pression internationale a été déterminante</b>	<b>22</b>
<b>Calendrier et ressources</b>	<b>28</b>

Le désaccord a persisté sur l'enchaînement entre la conclusion du processus d'établissement de règles et le démarrage des négociations sur les engagements spécifiques, ainsi que sur la période où les critères en matière de crédit pour la libéralisation autonome devaient être convenus. Les Membres ont fixé un date limite ferme pour l'achèvement des négociations sur les

*Services: les pays en développement gagnent du terrain...(suite de la page 1)*  
sauvegardes (15 mars 2002), mais ont été plus divisés sur d'autres questions et ont convenu de « viser à achever » les négociations sur les subventions et les disciplines sur les réglementations nationales et sur les marchés publics.

### Certains points clés des directives adoptées le 28 mars :

#### Objectifs et principes

- Une reconnaissance du « droit des Membres à réglementer, et à introduire de nouvelles réglementations, concernant la fourniture de services » ;
- Une reconnaissance du fait que les négociations « viseront à accroître la participation des pays en développement au commerce des services » et qu'il y aura « une flexibilité appropriée » pour les pays en développement à titre individuel, avec une priorité spéciale accordée aux pays Membres les moins avancés ;
- Une référence à la taille des économies et aux petits et moyens fournisseurs de services ;
- Un langage plus soutenu concernant la revendication des pays en développement pour que les négociations « respectent la structure et les principes existants du GATS, notamment le droit de spécifier les secteurs dans lesquels des engagements seront pris et les quatre modes de fourniture » ; et
- La suppression de la prescription d'un statu quo, préconisée par certains pays développés, mais à laquelle de nombreux pays en développement, tels que l'Inde, sont opposés.

#### Champ d'application

- Pas d'exclusion à priori de n'importe quel secteur des services ou de n'importe quel mode de fourniture de services, mais une spécification selon laquelle « une attention spéciale sera accordée aux secteurs et aux modes de fourniture dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement » ;
- « Une flexibilité appropriée » accordée aux pays en développement dans la négociation des exemptions NPF. Selon une source proche des pays en développement, cette prescription est motivée par le fait que la plupart des pays en développement ont peu, ou pas, d'exemptions de ce type, alors que des pays industriels tels que les Etats-Unis, l'UE et le Canada « sont les champions des exemptions NPF » ;
- Sur l'enchaînement entre l'établissement de règles et le démarrage des négociations sur les engagements spécifiques, il y a eu accord pour conclure les pourparlers sur les sauvegardes d'ici le 15 mars 2002, et pour fournir un « effort maximal » pour achever les pourparlers sur les subventions et les disciplines sur les réglementations nationales et les marchés publics ;
- Aucune référence à l'annexe sur le transport aérien.

#### Modalités et procédures

- La négociation prendra comme point de départ « les listes actuelles, sans préjudice du contenu de la demande » ;
- La principale méthode pour les négociations sera l'approche de l'offre et de la demande, comme le souhaitent les pays en développement, au lieu des approches fondées sur un « groupe » ou « une formule » préconisées par les Etats-Unis et l'UE pour accélérer le rythme de la libéralisation ; et
- Une clause de l'effort maximal pour convenir des critères de crédit pour la libéralisation autonome avant des négociations sur les engagements spécifiques.

## Editorial Les Pays les Moins Avancés, objet de l'attention internationale du jour - Avec l'annonce de

son initiative «tout sauf les armes», l'Union européenne a incontestablement marqué des points. Elle satisfait ainsi à une ancienne revendication des Pays les Moins Avancés, tout en gagnant un potentiel de soutien à sa campagne en faveur d'un cycle élargi de négociations multilatérales sur le commerce. Elle anticipe sur les revendications des pays les plus pauvres qui ne manqueront pas de s'exprimer lors de la prochaine Conférence des Nations Unies sur les PMA à Bruxelles du 14 au 21 de ce mois.

Mais, que l'on ne se trompe pas : ce que vient d'accorder l'UE aux PMA ne lui coûtera pas grand chose à court et moyen terme, car on ne verra pas de sitôt les PMA inonder les marchés européens, ni les entreprises européennes délocaliser leurs activités dans ces pays : pour exporter, il faut produire et de préférence autre chose que des produits primaires, et pour produire il faut disposer d'une économie capable de répondre à une demande diversifiée et à des normes de plus en plus sophistiquées.

L'efficacité réelle de l'initiative «tout sauf les armes» se mesurera aux marges de manœuvre réelles que laisseront les pays développés aux PMA - et au reste des pays en développement - au sein de l'OMC, en termes de souplesse des normes, d'accès aux technologies, de flexibilité des règles d'origine, de réduction des subventions agricoles ... Elle se mesurera aussi à l'effort qu'accepteront de consentir les pays riches en terme d'appui au développement. Mis ensemble tout cela s'appelle de la cohérence. Toutes choses qui sont encore très loin d'être acquises ...

Parions qui si demain un pays PMA décidait de produire lui même des médicaments anti SIDA (ou contre tout autre maladie endémique dont les médicaments sont brevetés), ou à les importer à un prix réduit, il subirait la même attaque que vient de subir l'Afrique du Sud. Pour nous rassurer, on nous expliquera que l'équilibre du système (en fait les intérêts d'une poignée de firmes) passe par là, et que pour soigner les malades, il faut faire de la recherche et que cela coûte cher ... On oubliera à ce moment là les PMA et les autres.

Aujourd'hui la bonne conscience multilatérale utilise les PMA pour exorciser le système commercial multilatéral. Système que la majorité des pays de la planète ne demande qu'à réformer profondément.

Qui est PMA et qui ne l'est pas. Si l'on considère les critères habituels, on obtient le nombre de 49 pays. Mais personne ne se pose la question de savoir si cela correspond à la réalité d'une misère sans frontière, qui ne peut être enfermée dans de telles catégories. L'Afrique du Sud, l'Egypte, ou même le Brésil et l'Inde ne font pas partie de ces catégories. Mais des proportions importantes de leurs populations en font partie, sans qu'elles ne puissent prétendre à la même attention internationale. La réponse à cette interrogation ne peut pas être trouvée en évoquant simplement les problèmes de répartition des richesses dans ces pays. Elle se trouve de plus en plus dans les règles du jeu elles mêmes, d'un système international organisé exclusivement au service des plus nantis. Au nord essentiellement, et au Sud.

Les pressions internationales pour décider du lancement d'un nouveau cycle de négociations vont bon train. L'après Seattle

(suite à la page 27)

**Taoufik Ben Abdallah:** Passerelles - Enda Tiers Monde

## La troisième Conférence des Nations Unies sur le Pays les Moins Avancés

Par Reinaldo Figueredo\*

L'Assemblée générale des Nations Unies a retenu mai 2001 et Bruxelles comme date et comme lieu de la 3ème Conférence sur les PMA. Il y aura lieu de répondre à la question de savoir pourquoi les efforts entrepris par le passé, tant sur le plan national comme international, n'ont pas abouti aux résultats recherchés dans le domaine du développement. Quels ont été les facteurs critiques qui, par leur persistance, ont déprimé le niveau de vie des PMA et limité sérieusement leur participation au commerce international ?

Comment se fait-il qu'un milliard de personnes dans le monde industrialisé consomme approximativement 60 % de la production mondiale d'énergie alors que 2 milliards de personnes, faisant partie essentiellement des PMA n'ont même pas accès à l'électricité ? Plus grave encore est le fait qu'avec le schéma actuel de production et distribution, il semble difficile voire impossible d'entrevoir que cette situation puisse être corrigée. Cela signifiera que pour ce nombre impressionnant de personnes ils n'ont guère, ni eux ni leurs descendants, l'opportunité de s'insérer dans le vif du courant de la mondialisation, ni même d'aspirer à une vie digne. C'est en fonction de ces quelques constats qu'il y aura lieu de porter un jugement sur le comportement de la communauté internationale pour l'effort qu'elle voudra bien déployer à Bruxelles.

Comment lever les contraintes pesant sur leurs capacités productives ? Comment mettre en œuvre des moyens débouchant sur des niveaux souhaitables de compétitivité ? Que faire pour que ces pays envisagent une participation active de toute la population à leur propre développement et à leur bien-être ? C'est à cela que nous devons nous résoudre : trouver les moyens et les dynamique qui déclenchent une remontée où toute la population prenne part à résoudre son problème de marginalisation.

Si les PMA ne sont pas en mesure d'entreprendre par eux-mêmes leur insertion dans la mondialisation, c'est en grande partie, et cela a été remarqué à maintes reprises, que leur performance dans le domaine du commerce international est faible. De cette faiblesse, des contraintes structurelles ainsi que d'autres contraintes ayant trait à l'offre, sont l'une des causes principales. Leur structure économique faiblement intégrée, est, nous le savons, typique d'économies au caractère dual très marqué. Cela ne facilite guère l'application des remèdes macro-économiques qui leur sont souvent suggérés. On parle beaucoup d'unicité des points de vue, de critères ou de recommandations. Mais les interventions qui cherchent à établir un schéma rationnel ou logique ne touchent souvent guère la grande masse des populations. Celles-ci vivent, de manière générale, d'activité à très basse productivité dans des secteurs traditionnels ; les entreprises ne sont pas spécialisées et le marché des services n'est guère développé. Tout cela limite d'une manière significative la spécialisation et les gains de productivité

qui y sont associés. Un fait parmi d'autres ressort de la mondialisation qui, dans la plupart des pays en développement, surtout en Afrique, touche principalement les activités primaires : les ressources naturelles, la main d'œuvre bon marché et les autres aspects de l'avantage comparatif statique y sont subordonnés de façon éclatante au avantages comparatifs dynamiques de l'économie de la connaissance.

En ce qui concerne les dimensions de la pauvreté, quelques chiffres révèlent une grave situation. Le nombre de personnes vivant avec moins de un ou deux dollars par jour s'est accru depuis 1987 de 1,2 milliards à 2,8 milliards ; de 217 millions à 291 millions pour la seule Afrique Sub-Saharienne. Le rapport entre le revenu moyen des 5% du haut et des 5% du bas de la pyramide, qui était en 1980 de 78 contre un, était déjà en 1994 de 123 contre un. Dans cette région de l'Afrique, 50% de la population vit dans la pauvreté absolue, souffrant de malnutrition et de ces fléaux qui, pour les pays en développement, augmentent chaque jour, malgré tous les moyens dont on dispose aujourd'hui pour les combattre.

Pour ce qui est de la place de l'Afrique dans la mondialisation, alors que 10% de la population habitent ce continent, ils représentent à peine 2% du commerce international, 0,3% de la production des articles manufacturés et 2,4% du produit territorial brut mondial. Mais 40% de celui-ci est concentré dans deux pays, l'Afrique du Sud et Nigeria : que reste-t-il donc pour le reste de l'Afrique ? Trente des pays les plus pauvres, représentant 20% de la population mondiale, vivent avec 2% du revenu mondial.

Les défis, on les connaît. La plus grande partie des pays de l'Afrique, ainsi que d'autres pays en développement, seront probablement des marginalisés de la révolution des techniques de la communication, à moins que l'on entreprenne des actions spécifiques ce qui ne se fera pas par la seule loi du marché. La libéralisation c'est bien, c'est un fait ; les lois du marché sont peut-être mieux que d'autres lois, mais, à elles seules, elles ne vont pas donner les résultats que nous recherchons.

Transformer tout cela prendra du temps. Ce processus sera difficile et souvent frustrant. Mais il faudra avoir le courage ainsi que la clairvoyance de l'entreprendre avec résolution, solidarité et responsabilité. De nombreux facteurs seront à prendre en compte, tels que l'éducation ou le rôle déterminant que joue la femme, à plusieurs égards, dans l'évolution sociale.

La connaissance est à la base même des processus d'innovation qui déterminent dans une large mesure la compétitivité des produits. La force compétitive s'appuie essentiellement sur la productivité et le savoir-faire. La qualité des produits et leur coût relatif ainsi que la manière dont ceux-ci seront placés sur le marché sont aussi largement déterminés par ces facteurs. Un problème essentiel pour ses pays est le poids de la dette extérieure sur leurs maigres ressources en devises.

\* **Reinaldo Figueredo** : ancien Ministre des Affaires Etrangères du Venezuela, il est aujourd'hui Conseiller principal du Secrétaire Général de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement, organe de l'ONU responsable pour la Conférence sur les PMA.

### *La troisième Conférence des Nations Unies ... (suite de la page 3)*

Les interactions entre allègement de la dette, et les investissements sociaux, font partie de la thématique actuelle de la mondialisation. Il y a quelques mois à peine, en tant que rapporteur spécial sur la dette extérieure à la Commission des droits de l'homme, j'essayais précisément, avec d'autres rapporteurs, de mettre ces liens en valeur.

Nous sommes devant une crise morale et éthique du développement. Il faut parler de la mondialisation, non pour la combattre mais pour combattre ce qui empêche que ses bienfaits soient étendus à tous. Que devons nous faire pour construire ensemble une cohésion sociale qui empêchera - et je dis bien empêchera - l'effondrement des bases de sustentation du processus de mondialisation ?

Il faut trouver les moyens à mettre en œuvre, avec une coopération internationale qui ne peut pas être limitée au FMI et à la Banque Mondiale. Leurs techniciens peuvent être très efficaces, très bien, mais la santé n'est pas de leur ressort, ils ne sont pas faits pour s'occuper de l'éducation. Ils ne connaissent pas le problème des enfants, le problème de la participation des femmes, etc. C'est pour cela que le système des Nations Unies est là. L'on entend souvent les représentants de la Banque Mondiale dire du développement social qu'il est du ressort de la politique domestique. Certes, mais il faut l'harmoniser avec les contraintes d'une dynamique de mondialisation qui ne semble pas lui être favorable, pour ne pas dire qu'elle va à l'encontre de certains efforts individuels.

Le programme de réduction de la dette est une occasion unique à saisir par le système des Nations Unies. Il conviendrait de soulever à la Conférence de mai 2001 sur les PMA que le sujet de la dette ne soit plus l'emprise exclusive du FMI et de la Banque Mondiale. Il est nécessaire de prendre au sérieux les déclarations des agences financières internationales et des gouvernements sur la «transparence», la «participation» et sur le sens de «propriété» du programme stratégique de réduction de la pauvreté. Il s'agit d'assurer que les pays débiteurs pourraient un jour devenir les véritables formulateurs des politiques de développement dans ce domaine.

Prenons l'exemple de l'Ouganda qui, après deux ans de dialogue et d'appuis techniques reçus, a établi un fonds avec la société civile. Chaque fois qu'il y avait une réduction sur les intérêts à payer sur la dette, la somme économisée allait à travers ce fonds à des programmes d'investissements sociaux. C'est le seul pays qui ait réussi jusqu'à présent. La Bolivie l'a fait un peu, mais dans des conditions très difficiles, car on a fait un pas en avant puis deux en arrière. Tout un coup, la Banque mondiale a exigé que l'eau soit payée. Comment va-t-on faire payer des pauvres sans ressources qui viennent juste de recevoir de l'eau potable, et cela sous le prétexte que les services doivent être payés ? Pour que les services soient payés, il faut que les gens travaillent ; ils doivent recevoir, avoir une participation à la solution de leurs problèmes.

J'en viens à un sujet, que je considère très important et pour lequel je voudrais encourager une participation de tous ceux qui sont en mesure de le faire. Il s'agit d'un programme d'éducation des enfants connu maintenant dans les instances internationales comme la «Bolsa Escola» (bourse d'étude en portugais), initié par un gouverneur de l'état de Brasilia, capitale fédérale du Brésil. C'est un personnage très important, un professeur d'université qui joue un rôle aujourd'hui dans l'opposition au Brésil. Devenu gouverneur

il y a sept ans, il a mis en route ce qu'il prêchait. Pourquoi, disait-il, les enfants du Brésil sont-ils dans les rues ? La cause principale c'est la pauvreté. Ce n'est pas que les mères soient des mauvaises mères. C'est qu'elles ont beaucoup d'enfants et que ceux qui le peuvent doivent commencer à chercher le gagne-pain de la journée pour leurs frères et sœurs. Mais ce n'est pas une raison pour qu'ils se prostituent, pour qu'ils versent dans la drogue. Il y a près de dix millions d'enfants dans les rues du Brésil. L'idée de ce gouverneur était simple : pourquoi ne donnerait-on pas aux mères un salaire équivalant plus ou moins à ce que ramènent les enfants, à la condition que dans la famille, tous les enfants en âge de scolarité aillent à l'école. Pour le Brésil, le montant prévu était d'environ 80 dollars par mois, mais si un seul des enfants ratait l'école sans justification pendant au moins deux jours, la mère ne recevait pas le salaire de ce mois.

Toutes sortes de faits sociologiques se sont produites. Devenu gouverneur, il a fait des économies. Il a donné priorité à ce programme. Quand il a quitté ses fonctions, il y avait 57.000 enfants dans ce programme, qui a été copié par tous les Etats du Brésil. Aujourd'hui, sept ans après, 1,8 millions d'enfants en font partie. Il a pris sur lui d'aller parler aux chefs d'Etats africains, aux ministres de l'éducation, à Koffi Annan. A Dakar, précisément, Koffi Annan a pris sur lui ce programme en disant : «*pourquoi ne pourrait-on pas l'adapter en Afrique, aux conditions spécifiques de chaque pays africain ?*». Pourquoi pas ?

Il serait souhaitable qu'à la Conférence de Bruxelles sur les PMA, dans le forum parallèle à la conférence où seront les ONG, des recommandations concrètes, puissent être faites. Il s'agit maintenant de régler les détails et de parler avec les chefs d'Etat et avec les ministres des pays intéressés, à chercher l'adaptation spécifique à chacun d'eux. Ce n'est pas un programme unique, mais puisqu'il fait partie des programmes qui ont du succès dans plusieurs pays de l'Amérique Latine il faut qu'on examine son adaptation dans d'autres continents.

Un deuxième sujet qui doit venir au premier rang de la Conférence, c'est le rôle de la femme en tant qu'agent du développement économique et social, en particulier celui des femmes entrepreneurs, et le rôle du micro-crédit. Si effectivement on attaque par le côté des enfants pour les mettre à l'école, il faut prendre en compte la capacité des mères, des femmes en général, à aller vers une participation plus importante encore, donc les appuyer. C'est un défi pour les PMA que de faire face à la difficulté de faciliter un rôle plus présent et actif des femmes en tant qu'agents et bénéficiaires du développement. Il faut arriver d'une façon ou d'une autre à une intégration plus évoluée des femmes dans le processus de développement, et faire en sorte qu'elles puissent jouir des droits qui leur sont propres, à la mesure du potentiel de leur contribution.

Je terminerai en reprenant une question tout aussi importante que celle de la dette en tant que problème sérieux pour ses pays. Dans la mesure que l'on arrivera à alléger la dette, il ne faudra pas que la facture du pétrole s'alourdisse suite à des hausses du prix du pétrole. Pour les PMA, il faudra surtout s'attaquer à l'offre (avec la technologie solaire ou autre). Je termine donc par les considérations énergétiques de ses pays. Il me semble souhaitable de convaincre le fonds de l'OPEP d'agir dans un domaine qui lui est propre aussi.

*(suite à la page 16)*

# Initiative «tout sauf les armes» : que signifie la décision européenne d'ouvrir son marché aux plus pauvres ?

Solagral\*

En 1995, lors de la Conférence ministérielle de l'OMC à Singapour, les pays développés s'étaient engagés à ouvrir davantage leurs marchés aux exportations des 48 pays en développement les plus pauvres, regroupés par les Nations unies dans la catégorie des pays les moins avancés (PMA). Peu avait été fait jusqu'à maintenant. La place prise par les pays en développement lors de la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle et la double perspective de la Conférence des Nations unies sur les PMA en mai 2001 à Bruxelles et de la prochaine Conférence ministérielle de l'OMC au Qatar en novembre 2001 ont conduit l'Union européenne à prendre une nouvelle initiative : l'initiative «tout sauf les armes», qui a été approuvée le 26 février par le Conseil européen des ministres du Commerce.

## 1 - En quoi consiste l'initiative européenne ?

L'Union européenne a décidé de supprimer quotas et tarifs à l'entrée de son marché pour tous les produits, à l'exception des armes, exportés par les 49 pays les plus pauvres (le Sénégal vient de rejoindre le groupe des PMA). Cette décision prend effet le 5 mars 2001. Toutefois, la libéralisation sera progressive pour trois produits : le riz, la banane et le sucre.

- Les droits de douane sur la banane fraîche seront réduits de 20 % par an à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002 et éliminés totalement au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2006.
- Les droits de douane sur le riz seront réduits de 20 % le 1<sup>er</sup> septembre 2006, de 50 % le 1<sup>er</sup> septembre 2007, de 80 % le 1<sup>er</sup> septembre 2008 et éliminés totalement au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2009.
- Enfin, les droits de douane sur le sucre seront réduits de 20 % le 1<sup>er</sup> juillet 2006, de 50 % le 1<sup>er</sup> juillet 2007, de 80 % le 1<sup>er</sup> juillet 2008 et éliminés totalement au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2009.

Quotas à tarif nul	2001/2002	2008/2009
Riz (éq. Riz décortiqué)	2 517 t	6 696 t
Sucre (éq. sucre blanc)	74 185 t	197 355 t

Le communiqué de l'UE (<http://europa.eu.int/comm/trade/miti/devel/eba3.htm>) indique que pour compenser ce délai de transition pour ces trois produits, l'UE offrira un accès immédiat à son

marché via la création d'un quota à tarif nul pour le sucre et le riz, basé initialement sur les meilleurs chiffres d'exportation des PMA dans les dernières années, plus 15 %. Ces quotas augmenteront de 15 % par an pendant la période de transition.

La Commission européenne souligne que cette phase de transition permettra d'adapter la politique agricole commune sur ces trois produits sensibles. Elle indique qu'elle contrôlera de près les importations de riz, de banane et de sucre et appliquera si nécessaire des mesures de sauvegarde en cas de croissance forte des importations. Elle s'assurera enfin du respect des règles d'origine et des mesures anti-fraude. La Commission présentera un rapport au Conseil européen en 2005 sur l'impact de l'initiative sur le commerce intra-européen, avec les PMA et avec les pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP).

Que ce soit dans le cadre de l'Accord de Cotonou qui comprend 40 des 49 PMA ou dans celui du Système des préférences généralisées (SPG) qui accorde des préférences commerciales aux pays en développement autres que les pays ACP, les PMA bénéficient déjà d'un accès très favorable au marché européen. La nouveauté de l'initiative «Tout sauf les armes» (TSA) est d'ouvrir le marché européen des produits agricoles, notamment ceux couverts par la PAC.

C'est cette remise en cause partielle des dispositifs de régulation agricole au niveau européen, en particulier pour les trois produits mentionnés plus haut, qui a abouti au compromis sur la phase de transition. Ce dernier est le fruit d'un débat nourri entre intérêts divergents, liés au commerce, à l'agriculture et dans une moindre mesure au développement, et a impliqué leurs différentes dimensions institutionnelles (lobbies, ministères nationaux et directions générales de la commission).

## 2 - Approche globale des impacts de la décision TSA

A court terme, l'impact de cette initiative devrait être faible pour l'Union européenne, car les exportations des PMA ne représentent actuellement que 1 % des importations européennes, et l'essentiel de ces importations est déjà exempté de droits de douanes. En effet, 99 % des produits en provenance des PMA bénéficient de droits de douanes nuls à l'entrée dans l'UE, soit dans le cadre de la

**Tableau 1: Les PMA importateurs nets, même sur les produits sensibles**

Moyenne 96-98 (Millions de tonnes)	PMA	ANASE-SARC	UE	Monde
Riz (production éq. riz décortiqué)	40,8	201,4	1,8	384,1
Riz (consommation)	43,4	291	2,1	381,3
Sucre (production)	2	29,2	17,7	127
Sucre (consommation)	3,7	27,7	13,9	121,5
Banane (production)	5,7	21,8	0,4	56,6
Banane (consommation)	5,7	20,3	3,6	55,5

Source : Commission européenne

\* **Solagral**: extrait du numéro 5 de Volatiles de l'Agriculture. Volatiles est disponible gratuitement sur simple demande à [solagral@solagral.asso.fr](mailto:solagral@solagral.asso.fr)

Initiative «tout sauf les armes» ... (suite de la page 5)

convention de Lomé (pour les pays ACP), soit au titre des préférences généralisées (pour les pays non-ACP). Au total, sur les 8,136 milliards d'euros importés en provenance des PMA, 8,113 milliards d'euros sont déjà exemptés de droits de douane. Si pour l'UE la part de marché concernée est faible, pour les PMA, elle peut être significative. L'UE est de loin le premier marché pour les PMA : plus de 50% de leurs exportations agricoles y sont écoulées.

Cependant, la plupart des PMA sont aussi importateurs nets de produits agricoles de base. Les produits pour lesquels l'Europe ouvre ses frontières ne sont donc pas a priori facilement exportables par les PMA (céréales, viandes...), même à des prix attractifs.

**L'initiative TSA peut-elle accroître les flux commerciaux des PMA vers l'Europe ?** Les PMA pourraient accroître leurs exportations vers l'Europe de plusieurs manières :

Une réorientation des exportations vers l'Europe : une minorité de PMA sont déjà exportateurs nets et, pour ceux-là, la suppression des droits de douane se traduira sans doute par une réorientation de leurs exportations vers l'UE, guidée par le différentiel de prix.

Un accroissement du volume des exportations : il existe dans certains pays un potentiel d'accroissement de la production qui, compte tenu des perspectives d'exportation, pourrait être activé.

Le cumul régional : La proposition faite par l'UE autorise le cumul régional entre l'ASEAN, la SAARC (association d'Asie du Sud pour la coopération régionale) et l'UE d'une part, et les PMA d'autre part. Autrement dit, les PMA peuvent exporter comme leurs biens propres des produits qu'ils ont importés de ces 3 régions, à condition d'y avoir apporté au moins 100 % de valeur ajoutée. Cette clause peut favoriser l'intégration des PMA dans les flux commerciaux internationaux, mais profitera essentiellement aux industries de transformation et non aux producteurs.

Le commerce triangulaire : L'initiative TSA devrait également augmenter le commerce triangulaire. On peut s'attendre à ce que les PMA préfèrent exporter leur production sur le marché européen devenu très attractif, par exemple pour le riz, et augmentent leurs importations de riz thaïlandais, vietnamien, indien ou pakistanais pour satisfaire leur demande intérieure (swap import-export).

**Les limites de l'initiative TSA :** Pour les PMA l'impact à court terme devrait être assez modéré. Pour les produits de base, les PMA n'ont pas tellement d'avantages comparatifs et ils disposent souvent de capacités limitées pour accroître leur productivité.

De plus, pour bénéficier de cette ouverture, les PMA devront mettre en place des structures d'exportation supplémentaires, ne serait-ce que des réseaux de communication efficaces, ce qui n'est pas toujours aisé.

Il est par ailleurs assez évident que dans les années à venir, les barrières douanières ne seront plus des obstacles majeurs du commerce Sud-Nord. Elles sont déjà remplacées par les normes notamment sanitaires et phytosanitaires. En ce sens, la suppression des droits de douane ne résout pas les problèmes d'accès au marché pour les PMA.

Enfin, l'UE se donne le droit d'utiliser la clause de sauvegarde spéciale pour protéger ses producteurs s'ils sont menacés par une concurrence trop forte, donc de protéger l'accès à ses marchés "en cas de besoin". C'est un point très important car il enlève de la sécurité et de prévisibilité pour les exportateurs des PMA, justement dans les périodes où ils seraient compétitifs par rapport aux producteurs européens...

### 3 - Analyse par produit

Deux grands types de produits sont concernés par l'initiative européenne : les produits sensibles (le riz, le sucre et la banane), qui sont vendus en Europe au moins deux fois plus chers que dans le reste du monde, et pour lesquels les PMA pourraient être compétitifs sur le marché européen, et les produits dont le prix européen est attractif, mais que les PMA ne sont pas en mesure de fournir à court terme.

L'ouverture du marché européen comporte à la fois un enjeu de substitution entre pays exportateurs concurrents, et un enjeu de substitution avec les producteurs européens.

**Le riz :** Comme le montre le tableau 1, les PMA sont globalement importateurs nets de riz, seuls quelques pays comme Myanmar et le Malawi sont exportateurs nets. La quasi-totalité du marché mondial du riz vient de l'Inde, du Pakistan, de la Thaïlande et du Vietnam.

Mais le riz blanc *Indica* (environ la moitié du riz consommé en Europe) en provenance d'Asie du Sud Est et également disponible dans les PMA, est coté souvent moins de 400 Euros/tonne à l'entrée en Europe, alors qu'il est vendu entre 500 et 700 Euros/tonne sur le marché, la différence correspondant au droit de douane. L'avantage d'un accès en franchise pour du riz provenant de PMA asiatiques est donc grand. Le Bangladesh par exemple pourrait accroître ses flux vers l'Europe s'il développe ses infrastructures d'exportation.

Les capacités de traitement actuelles des PMA sont de 70 millions de tonnes de riz paddy en 40 millions de tonnes de riz blanc. Mais grâce au commerce triangulaire ou au cumul régional (transformation du riz paddy dans les PMA avant réexportation), le niveau de production actuel des PMA serait amplement suffisant pour approvisionner en riz toute l'Europe (dont la consommation est d'environ 2 millions de tonnes sur une production PMA de 40 millions de tonnes).

Dans une telle situation, les perdants seraient dans un premier temps les producteurs européens (le riz européen est moins compétitif) et dans un deuxième temps, le riz ACP, soumis à un tarif de 35 %, et moins compétitif que le riz asiatique.

**Le sucre :** Le cours européen du sucre est de 650 Euros/tonne contre un cours mondial de 250 à 300 Euros/tonne. L'attractivité du marché européen est donc théoriquement énorme, mais les PMA ne sont pas de gros producteurs de sucre. Mis à part les cas isolés du Soudan ou de la Zambie, ils sont importateurs nets, avec une production moyenne de 2 millions de tonnes par an et une consommation de 3,7 millions de tonnes.

Toutefois, si l'UE levait ses barrières tarifaires immédiatement, la Zambie et le Soudan disposeraient de 200 000 tonnes directement échangeables sur le marché européen.

(suite à la page 16)



# La Banane : discipline multilatérale ou indiscipline multinationale

Alistair Smith \*

Depuis le début de sa commercialisation internationale vers la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, ce fruit tropical a généré des conflits sociaux, économiques, politiques... et même culturels. Symbole de paradis, de liberté, voire de démocratie pour les uns; symbole de l'enfer, de la prison, et de l'injustice pour les autres; en tout cas, la banane est devenue un sujet de débats qui dépasse le cadre du système actuel de réglementation multilatérale du commerce international en ce début de siècle.

L'histoire du commerce international nous conduit aux conflits sanglants des bananeraies de la Colombie de 1928 à nos jours), en passant par le coup d'état au Guatemala (de 1954) et le presque-échec du Traité de Rome (en 1961), jusqu'aux huit dernières années de « guerre » commerciale menée à travers le GATT et puis l'OMC, la Cour Européenne de Justice et les tribunaux allemands.

Mais aujourd'hui le « guerrier » dominant et dénominateur commun de tous ses conflits est une entreprise multinationale, « pieuvre » originale des républiques bananières, la United Fruit Company, devenue Chiquita Brands International, se trouve au bord de la faillite. Cette entreprise privée multinationale risque de mourir en laissant un héritage économiquement, politiquement et socialement explosif.

L'or vert que représentait ce fruit si populaire dans les marchés des pays riches et froids a perdu sa valeur financière pour les producteurs comme pour pratiquement tous les produits tropicaux primaires .... pour devenir l'or vert des supermarchés de ces mêmes pays du Nord. Des 30,000 produits que vendent ces géants, nouveaux-nés, la banane représente la part la plus importante dans les bénéfices des « grandes surfaces » de consommation. Or, comment expliquer ces conflits commerciaux, la quasi-faillite de Chiquita, et la disparition des « super-profits » du passé pour toutes les multinationales de la banane ? Pour répondre à ces questions il faudrait tout un livre, mais on devra ici se contenter de tracer les grandes lignes d'un conflit que Chiquita a porté devant les mécanismes multilatéraux de règlement des litiges commerciaux par la Chiquita Brands.

L'influence politique déterminante de Chiquita s'étend du Panama et du Costa Rica, au Honduras et au Guatemala – « républiques bananières » classiques – jusqu'à la Maison Blanche. L'homme fort de Chiquita et de Cincinnati, M Carl Lindner, a su acheter l'influence des Administrations successives de Washington. Pour s'assurer d'un appui politique maximum à sa croisade contre la politique de l'Union européenne d'importation de la banane, l'action-

naire dominant et Président du groupe Chiquita Brands International (dont la banane représente 60% des ventes) a généreusement financé les deux partis politiques principaux, prêté son avion privé au Sénateur Bob Dole pour sa campagne présidentielle en 1996, et surtout, a pu convaincre l'administration Clinton de l'importance de sa cause commerciale. Lindner a même mobilisé sa filiale allemande, Atlanta, et ses alliés sur le premier marché européen, afin de

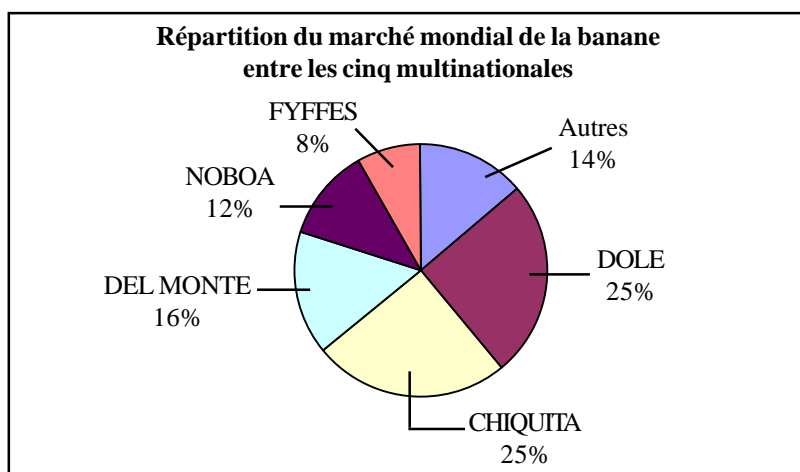
lancer de nombreuses actions judiciaires contre la Commission européenne à tous les niveaux possibles.

**Chiquita contre Union Européenne :** Avant la création de l'OMC en janvier 1995, Chiquita avait réussi à porter la question de ses pertes dramatiques sur le nouveau marché unique européen (réglementé par la directive 404 de 1993, entrée en vigueur le 1er juillet, 6 mois après le reste du marché unique) à la tête des priorités de

la diplomatie commerciale de Washington. Dans les mois qui précédèrent la signature de l'Accord de Marrakech en avril 1994, l'Administration Clinton avait déjà mené une enquête sur la directive 404/93, à la demande de la Chiquita Brands, soutenue par l'Association des Producteurs de Banane de Hawaï (terre natale de la famille Dole).

Suite à la signature d'un « Accord Cadre » entre l'UE et 4 pays exportateurs de bananes d'Amérique Latine, négocié à la dernière minute à Marrakech, Chiquita accentue ses menaces de représailles économiques par le biais de la Section 301, dite « Super-301 » : Cette fois, les cibles furent non seulement l'UE mais aussi les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> pays exportateurs – le Costa Rica et la Colombie – qui venaient tous deux de s'entendre avec l'UE sur des quotas nationaux d'exportation, équivalents à presque la moitié du quota total des bananes des « pays tiers » (pays non-ACP). Cet « accord cadre » venait d'ailleurs d'être entériné dans les textes de l'Uruguay Round du GATT, comme annexe... et signés par le gouvernement des Etats-Unis.

Mais il faut ajouter ces menaces unilatérales, le fait que Washington avait aussi obtenu – quelques semaines auparavant – la condamnation de la politique bananière du marché commun européen par un « Panel » du GATT, jugée discriminatoire. Ceci à cause de mécanismes très compliqués d'attribution de licences d'importation, élaborés afin de pouvoir respecter les obligations de l'UE signées avec les 12 pays Africains et des Caraïbes « traditionnellement » exportateurs de bananes dans le cadre du Protocole 5 de la 4<sup>ème</sup> Convention de Lomé. Mais les « jugements » du GATT n'ont pas satisfait le numéro 1 du commerce de la banane : l'UE n'a pas accepté de changer son nouveau régime.



\* Alistair Smith, Coordonnateur de l'ONG britannique, Banana Link. 38 Exchange Street, Norwich NR2 1AX. blink@gn.apc.org et www.bananalink.org.uk

*La banane: discipline multilatérale .... (suite de la page 7)*

Il a donc fallu attendre l'arrivée du nouveau-né, l'OMC, – dotée de « dents » déjà bien développées - pour relancer la bataille contre la Commission Européenne, coupable aux yeux de Chiquita d'avoir détruit une partie substantielle de son seul marché vraiment rentable. Avec une OMC armée de son Organe de Règlement de Différends (ORD) et l'appui déjà garanti de l'Administration américaine, une alliance états membres / entreprise privée pouvait dès lors entrer en action : le Guatemala, le Honduras et le Mexique étaient prêts, avec Chiquita et Washington, à porter plainte contre l'UE (le Panama n'était pas encore, à l'époque, membre de l'OMC). Au dernier moment (février 1996) et suite à des négociations secrètes, l'Equateur se joint à l'effort américain. Dix-huit mois plus tard, et suite à un jugement du tout nouvel ORD, l'UE fut condamnée par l'OMC et fut contrainte de réformer son régime de quotas, droits de douane différenciés, et licences d'importation. Le régime réformé entra en vigueur le 1er janvier 1999, 15 mois après le jugement de l'ORD à Genève. Cette politique a permis aux quatre exportateurs principaux (ceux ayant plus de 10% du marché total) de bénéficier de 90% du quota attribué aux pays tiers (presque tous latino-américains): Equateur, Costa Rica, Colombie et Panama.

**Changement de cap :** C'est l'Equateur, qui décide cette fois-ci de reprendre la guerre au sein de l'OMC, pendant que les Etats-Unis mettent en place - à partir du 3 mars 1999- des représailles commerciales contre un ensemble de produits de l'UE... Washington (sous la pression de Chiquita) estimant toujours que le régime européen de la banane n'était pas conforme aux règles de l'OMC.

Bien que l'OMC ait jugé que les Etats-Unis auraient du obtenir l'accord des autres membres avant de mettre en place des sanctions, un nouveau « panel » reconnu le droit de Washington de retirer chaque année presque \$200 million de concessions commerciales accordées auparavant à l'Union Européenne. Puis l'OMC confirma, en septembre 1999, lors d'un jugement rendu en faveur de l'Equateur, que le régime européen n'était toujours pas conforme aux règles, et que l'Equateur avait dès lors lui-même le droit d'appliquer des représailles économiques d'un montant de \$200 millions par an, jusqu'à ce que l'UE réforme à nouveau sa politique.

Mais les enjeux du marché sont sur le point de changer le jeu politique. Chiquita, en mauvaise santé financière et accepte de plus en plus mal que l'UE n'ait pas fondamentalement changé sa politique d'importation. Sur le marché international, Chiquita subissait aussi les conséquences de ce que le gouvernement du Costa Rica a appelé « la concurrence déloyale » de l'Equateur.

Lorsqu'une grave crise économique toucha le secteur en mai 1999, les producteurs équatoriens furent accusés par les costaricains de pratiquer du « dumping social », vu les « salaires de misère » prévalant dans les plantations. Chiquita accusa l'Equateur d'être à l'origine de la surproduction mondiale de bananes, et donc d'être responsable des bas prix sur marché. Lorsque le gouvernement équatorien, avec l'appui du nouveau numéro 1 du commerce de la banane, Dole, opta pour un autre système d'attribution des licences, celui du « premier arrivé, premier servi », Chiquita changea de stratégie.

Ce système, qui aurait favorisé les gros producteurs et exportateurs équatoriens (dont Dole), fut adopté provisoirement par l'Union Européenne en octobre 2000, faute d'autres options pour réformer son régime. Chiquita et le gouvernement américain abandonnèrent leur lutte pour le libre-échange dans le commerce de la

banane européenne et optèrent pour un régime de quotas avec un système d'attribution de licences proportionnel aux échanges commerciaux passés, qui en fait seraient ceux d'avant 1993 quand Chiquita occupait une position dominante sur le marché mondial. Le discours idéologique en faveur du libre-échange fut abandonné pour des raisons commerciales... principalement parce que Chiquita n'aurait pas pu faire face à la concurrence équatorienne. Malgré les recommandations de l'ORD aux européens en 1999 en faveur d'un système de « premier arrivé, premier servi » pour réformer leur régime, les Etats-Unis et Chiquita menacèrent de porter à nouveau la question devant l'OMC si les européens n'abandonnaient pas leur nouveau projet.

**Une fin à la guerre? :** En janvier 2001, la nouvelle administration de Bush arrive au pouvoir. La continuité de l'influence de Chiquita est assurée, lorsque le Président a nommé M. Joseph Hagin, qui passa 13 ans chez Chiquita à Cincinnati, comme conseiller spécial sur les conflits commerciaux. Pour Chiquita, maintenant au bord de la faillite en raison de pertes massives, cette nomination constitue leur dernière chance de retrouver leur part du marché européen. Suite à des négociations longues et pénibles entre les différentes parties, Washington, fort de « son homme », et Bruxelles, annoncent le 11 avril une « solution » à la guerre : un accord sur un régime de quotas et licences... basé sur le commerce historique, et donc favorable à Chiquita. Personne ne sait si cette apparente « solution » va sauver Chiquita, ni si elle est politiquement durable. En tout cas, Dole et leur allié -le gouvernement équatorien- s'opposent fortement à l'accord du 11 avril... et menacent d'avoir à nouveau recours à l'OMC !

**Conclusion :** Quelles observations tirer du cas de la banane sur le fonctionnement du système multilatéral en matière de commerce international? Dans un secteur caractérisé par « l'oligopolie » d'une poignée de firmes multinationales puissantes, comme c'est le cas de la banane (et bien d'autres secteurs), les intérêts des acteurs privés vont obligatoirement jouer un rôle déterminant dans les conflits commerciaux internationaux. Dans ce cas particulier, la leçon principale reste qu'une firme a pu pratiquement dicter sa politique vis-à-vis de l'OMC non seulement du gouvernement de son pays d'origine, mais aussi des pays où son influence est importante, tels le Guatemala et le Honduras. Dans ce contexte de grave déficit démocratique, les intérêts d'autres membres de l'OMC concernés sont soumis aux grands enjeux des deux géants. De même, les intérêts des petits producteurs africains, antillais et des centaines de milliers de travailleurs des plantations n'ont pas été pris en considération.

Cette histoire montre que Chiquita a pu acheter l'influence du gouvernement des Etats-Unis afin de regagner les parts de marché qu'elle juge avoir perdues à cause de la politique commerciale d'un puissant bloc de pays membres de l'OMC. Ce précédent annonce mal l'avenir d'un système multilatéral fragile censé, selon le préambule des textes constitutifs de l'OMC, promouvoir le « développement durable ». Dans le cas de la « guerre de la banane », les gagnants ne sont certes pas les personnes qui travaillent dans le secteur, ni l'environnement. Les efforts effectués pour promouvoir des systèmes de production durables et un commerce équitable ont été sérieusement retardés par l'indiscipline spectaculaire d'une multinationale privée. Et la discipline qu'exige un état de droit multilatéral semble d'autant plus improbable quand un gouvernement membre se laisse manipuler par des intérêts purement commerciaux.



## Adoption d'un plan de travail pour la deuxième phase de négociation sur l'agriculture à l'OMC

A la suite d'une année entière de délibérations, la première phase des négociations multilatérales imposées sur l'agriculture s'est formellement conclue, le 23 mars, marquant la fin des discussions générales au Comité de l'agriculture. Ce Comité a approuvé, lors de sa session du 27 mars, un plan de travail pour la prochaine phase de négociations sur l'agriculture.

Contrairement au démarrage des négociations, la réunion des 22-23 mars a vu une forte participation des pays africains, démontrant l'importance que ces pays accordent à leurs secteurs de l'agriculture. Sur les 16 propositions débattues, 8 avaient été soumises par des pays africains – Namibie, Sénégal, Kenya, République démocratique du Congo, Nigeria, Egypte, Maroc et le Groupe africain. En outre, sur un total de 44 propositions présentées à la négociation, 10 (23%) avaient été soumises exclusivement et indépendamment par des pays africains, alors que l'Ouganda, le Zimbabwe, Madagascar, la Mauritanie et l'Afrique du Sud étaient listés comme artisans conjoints de plusieurs propositions de groupe.

### La « boîte de la sécurité alimentaire » de l'Inde

La négociation a démarré par des discussions portant sur une proposition indienne de « boîte de la sécurité alimentaire ». Dans la proposition, l'Inde affirme que l'objectif d'un nouvel accord sur l'agriculture devrait être de permettre des mesures, et de concevoir des disciplines d'appui, qui garantiraient des conditions de sécurité alimentaire pour les pays en développement.

En règle générale, la proposition indienne a fait l'objet de commentaires favorables de la part d'autres pays en développement qui ont également mis l'accent sur la sécurité alimentaire comme objectif central. Elle a toutefois suscité des critiques de plusieurs pays qui se prononcent contre le système de droits et d'obligations à deux niveaux. Selon ces pays, une telle approche va à l'encontre de la logique de l'OMC qui préconise un ensemble unique de règles avec des dérogations autorisées pour les pays en développement qualifiés.

Par contre, plusieurs pays en développement ont systématiquement soutenu que la seule façon de rééquilibrer les inégalités de l'accord actuel sur l'agriculture était d'imposer des disciplines aux subventions et aux mesures aux frontières dans les pays développés, tout en rehaussant leur propre capacité de production agricole. Ceci permettra aux pays en développement de réaliser plus pleinement les profits commerciaux de leur avantage comparatif dans la production agricole.

### Entreprises commerciales d'Etat et crédits à l'exportation

Deux propositions spécifiques ont également été débattues, l'une du Mercosur sur les entreprises commerciales d'Etat et l'autre émanant d'un ensemble de pays en développement – Mercosur, Inde, Malaisie, Costa Rica, Guatemala et Chili – sur les crédits à l'exportation. Le Mercosur a soutenu que les entreprises commerciales d'Etat ont des droits monopolistiques d'importation/exportation qui faussent les échanges en faveur de leurs producteurs nationaux. Il préconise l'imposition de disciplines à ces entreprises.

Cette proposition a été soutenue par les Etats-Unis et l'UE.

En réponse, le Canada, l'Australie et la Nouvelle Zélande – tous utilisateurs d'arrangements de gestion des entreprises commerciales d'Etat – ont estimé que les effets dus à ces entreprises ne diffèrent nullement des distorsions engendrées par les subventions croisées courantes dans les pratiques commerciales privées. Ces pays ont soutenu que la principale question ne devrait pas être celle de la « propriété » mais celle des effets des subventions croisées sur le commerce.

Sur les crédits à l'exportation, le groupe du « Mercosur-plus » a fait pression pour rétablir les disciplines sur les crédits à l'exportation dans le nouvel accord. Le groupe affirme que l'article 10.2 de l'Accord sur l'agriculture – un article qui exige des Membres qu'ils développent des disciplines convenues au niveau international pour l'octroi de crédits à l'exportation – n'a pas réalisé son objectif qui était de freiner le recours à ces crédits.

Les Etats-Unis – premier utilisateur des régimes de crédits à l'exportation – ont soutenu que les disciplines pour l'octroi de crédits à l'exportation sont en cours de négociation à l'OCDE, à Paris, et devraient se poursuivre dans ce forum. Les systèmes de crédits à l'exportation sont des arrangements de financement appuyés par les gouvernement qui facilitent l'exportation d'excédents de marchandises principalement vers les pays en développement importateurs.

### Approbation de la phase 2 du Plan de travail

Le Comité de l'agriculture à l'OMC a approuvé, le 27 mars, un plan de travail pour la prochaine phase de négociations sur l'agriculture. Comme pour la phase 1, les sessions de négociations – officiellement appelées Sessions spéciales du Comité de l'agriculture – ont été fixées pour coïncider avec les réunions régulières du Comité, en septembre 2001 ; décembre 2001 ; et février 2002, avec un exercice formel de bilan prévue pour mars 2002. Trois Sessions spéciales informelles se tiendront en mai et juillet 2001 et en février 2002.

Le contenu du plan de travail couvre : l'administration des contingents tarifaires ; les droits tarifaires, les subventions de la boîte ambre, les subventions à l'exportation, les crédits à l'exportation, les entreprises commerciales d'Etat, les restrictions à l'exportation, la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire des aliments et le développement rural. Le plan de travail spécifie, en outre, que le traitement spécial et différencié fera partie intégrante de tous les éléments des négociations.

Cette liste n'est toutefois pas exhaustive. Elle renvoie spécifiquement aux sujets devant être couverts durant les deux ou trois premières réunions et a pour seul objectif d'orienter la préparation des Membres en vue des réunions suivantes. Au cours de la phase 2, les Membres pourront ajouter d'autres éléments à cette liste de sujets. Ainsi, la Norvège a déclaré qu'elle chercherait à inclure « l'environnement » dans les futures sessions.

(suite à la page 17)

**Mise en oeuvre: les pays développés s'expriment mais ne proposent rien de concret**

Les Membres de l'OMC ont tenu, le 27 avril, une session spéciale sur la mise en oeuvre qui est en même temps la première réunion formelle de 2001 du Conseil général. L'objet de la session était de faire le point des consultations actuelles menées par le Président du Conseil général, Stuart Harbinson et le Directeur-Général de l'OMC, sur les questions de mise en oeuvre qui préoccupent les pays en développement Membres.

Si aucune décision concrète n'a été prise sur la mise en oeuvre, le rapport du Président sur les consultations ont servi de base à un long échange de vues entre les Membres. Lors de la réunion, les pays développés ont donné les premiers signes positifs montrant qu'ils pouvaient être disposés à entamer des discussions de fond sur les questions de mise en oeuvre.

Jusqu'ici, les pays industriels sont pour la plupart, restés silencieux sur les aspects spécifiques du processus de mise en oeuvre. De nombreux pays en développement Membres soutiennent que les pays développés ne se sont pas montrés à la hauteur de l'esprit et de la lettre de leurs engagements au titre du Cycle d'Uruguay dans un certain nombre de domaines tels que les subventions agricoles, les textiles, l'antidumping et les droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC). Ces pays exigent une correction et un rééquilibrage des Accords de l'OMC dans le cadre de leurs préoccupations en matière de mise en oeuvre.

**Approche thématique de Harbinson**

En présentant les résultats de ses consultations, le Président du Conseil général, Harbinson, a adopté « une approche thématique, avec un accent sur les résultats réalisables, » en préservant une distinction entre les paragraphes 21 et 22 du projet de texte ministériel de Seattle (questions pour une action immédiate, et questions devant être prises en compte au cours de la première années des négociations, respectivement). Harbinson a rendu compte des consultations menées au titre de quatre Accords : les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS); l'agriculture; les services; et les ADPIC. Il a inclus des rapports sur les consultations menées au titre de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, l'évaluation en douane, et des questions transversales telles que le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement.

Harbinson a signalé les progrès limités sur divers fronts, notamment l'accroissement de la participation des pays en développement Membres au travail des organes internationaux pertinents d'établissement de normes SPS; les consultations informelles au Comité de l'agriculture pour la prise en compte de l'aide alimentaire, de l'accès au financement, et de l'assistance technique et financière pour accroître la productivité agricole et les infrastructures; et des discussions « encourageantes » sur les services. Il a conclu son rapport en indiquant que le tableau global était quelque peu mitigé. « Dans certains cas, des progrès réels sont en train d'être réalisés, soit dans mes consultations soit dans les organes subsidiaires. Dans de nombreux autres cas, si nous sommes parvenus à une clarification utile des questions posées, nous sommes manifestement loin d'avoir réalisé des progrès concrets, » a-t-il déclaré.

**Prochaines étapes**

S'adressant au Conseil général, la Commission européenne a effectivement spécifié les domaines où, estimait-elle, des « progrès rapides » étaient réalisables. Le délégué de la CE a fait état, en particulier de l'antidumping, des obstacles techniques au commerce, des mesures SPS, des ADPIC, de la balance des paiements et des textiles. Selon une source bien informée des milieux du commerce, on ne pouvait que penser que l'initiative de la CE constituait un « acompte en vue d'une nouvelle série générale [de négociations commerciales] ».

La CE est en train de faire pression en vue d'une nouvelle série de négociations commerciales qui inclurait une large gamme de questions et tente actuellement de gagner d'autres Membres à sa cause.

Par contre, les Etats-Unis - qui sont plus ambivalents à propos d'une série générale de négociations - se sont concentrés sur l'examen de ce qui a déjà été réalisé pour les pays en développement à l'OMC, par exemple les progrès dans la coopération technique. La délégation américaine a toutefois fait savoir que certaines questions de mise en oeuvre pourraient être résolues « par la Conférence Ministérielle de l'OMC [du 9 au 13 novembre 2001, à Doha, au Qatar], » bien qu'il n'ait pas été précisé si les Etats-Unis voulaient dire avant ou après Doha.

Le Brésil a noté qu'il attendait avec impatience, des pays développés, quelques propositions concrètes sur les questions de mise en oeuvre, déclarant que les pays en développement avaient besoin de savoir quand cette question serait traitée. Jusqu'ici, les pays développés n'ont pas avancé de propositions - de manière formelle ou informelle - sur les voies et moyens de prendre en compte les préoccupations multiformes en matière de mise en oeuvre.

Selon des sources à l'OMC, le Président poursuivra les consultations actuelles sur la mise en oeuvre, et des réunions informelles sur le sujet se tiendront environ toutes les deux semaines, pour donner aux délégations une idée de la manière dont les choses avancent et pour leur fournir l'occasion de réagir et d'apporter leur contribution.

La prochaine réunion formelle est prévue fin juin - début juillet, et le Président a indiqué qu'à ce stade, une décision quelconque sur la mise en oeuvre pouvait, ou non, se dégager. Certains pays en développement Membres, lors de la réunion du 27 avril, ont été déçus de cette approche, faisant valoir qu'une décision devait quand même être prise lors de la prochaine session formelle sur la mise en oeuvre.

En 2000, le processus de mise en oeuvre avait très peu fait pour répondre aux demandes des pays en développement Membres. Après la dernière réunion formelle, les 15-16 décembre 2000, l'Ambassadeur du Pakistan à l'OMC, Munir Akram, avait déclaré que la plupart des préoccupations des pays en développement n'avaient pas été prises en compte et que les résultats étaient « modestes, à vrai dire ». Le verre n'était pas simplement à moitié vide, avait-il ajouté, il ne contenait « presque pas d'eau ».

## Les préparatifs de la Quatrième conférence ministérielle à Qatar s'accroissent : les pays développés et l'OMC accentuent la pression pour un nouveau cycle de négociation

Les pays développés continuent, au sein de l'OMC et à l'extérieur, leur pression pour faire accepter le lancement, à Qatar, d'un nouveau cycle de négociation.

Au cours des pourparlers qui se sont déroulés aux mois de mars et d'avril sur les services, l'agriculture et la mise en œuvre les pays développés ont tenté d'établir un lien entre la suite des négociations dans ces domaines et un nouveau cycle. Dans les discussions sur la mise en œuvre qui semblait s'enliser, suscitant des critiques virulentes de la part des pays en développement, l'Union européenne, notamment, a fait savoir qu'elle était prête à faire des propositions, mais dans le cadre d'un nouveau cycle de négociation élargie.

L'OMC, de son côté, tente de convaincre les pays en développement pour qu'ils acceptent d'intégrer de nouvelles questions tel que l'investissement.

Les Nations Unies, par la voie de son secrétaire Général s'est aussi montrée active pour convaincre les pays en développement de l'intérêt d'un nouveau cycle de négociation.

En dépit du revirement de l'Égypte, qui a changé subitement de position, les pays en développement, restent dans leur majorité septique quant à la nécessité d'ouvrir de nouvelle négociation avant d'évaluer la mise en œuvre des accords passés et d'apporter des correctifs.

### La réunion préparatoire de la Conférence ministérielle de l'OMC se penche sur la nouvelle série de négociations

Début mars, le Président du Conseil général, Stuart Harbinson (Chine de Hong Kong) a publié à l'intention des Membres de l'OMC un document contenant six questions pour déterminer si la Conférence de Doha, en novembre prochain, devait aboutir à une «décision ou une déclaration» à propos d'une nouvelle série de pourparlers commerciaux. Les Membres devaient répondre aux questions lors de la première réunion du Comité préparatoire pour la Conférence ministérielle du 8 mars. Les autres questions portaient notamment sur le rôle du Conseil général dans la préparation de la prochaine Conférence, sur le lien entre les discussions sur la mise en œuvre, les services et l'agriculture, sur les nouvelles questions, et sur les modalités de préparation de Doha (réunions formelles, informelles...).

Si des pays développés (Les États-Unis, l'UE et le Japon) ont été satisfaits de ces questions et ont fait savoir qu'elles aidaient à atteindre la «masse critique» nécessaire pour le lancement d'une nouvelle série de négociations, certains pays en développement ont critiqué l'approche d'Harbinson, estimant que les questions étaient structurées de manière à ce que toute tentative d'y répondre mène à un «plan de jeu» qu'il serait difficile de rejeter par la suite. Selon une source dans les pays en développement, au lieu de demander aux Membres d'énoncer leurs positions sur un certain nombre de points, on a posé des questions orientées vers des réponses prédéterminées.

Au cours de la réunion du 8 mars, Les Membres se sont penchés sur les résultats de ce questionnaire. Ils ont constaté que la plupart des questions posées sont restées sans réponse. Ils ont cependant convenu de proposer, en juillet, un ordre du jour et les grandes lignes de ce qui sera traité à Doha. Ils ont également convenu que les préparatifs en vue de Doha devaient relever du Conseil général plutôt que d'un nouveau mécanisme. Toutefois, les désaccords entre pays en développement et pays développés à propos du lancement d'une nouvelle série de négociations en novembre, continuent d'affecter le processus.

Durant la réunion, plusieurs pays en développement ont fait part de leurs réserves vis-à-vis du démarrage d'une nouvelle série de négociations tant que leurs préoccupations concernant la mise en œuvre des accords du Cycle d'Uruguay n'auront pas été prises en compte. «La réunion ministérielle de novembre ne signifie pas nécessairement le démarrage d'une nouvelle série de négociations», a déclaré un délégué pakistanais au Conseil général. La Malaisie a dit ne pas pouvoir faire de compromis pour parvenir à temps à un accord sur l'ordre du jour pour la Conférence ministérielle de novembre.

L'Union européenne et le Japon ont déclaré qu'ils appuyaient l'idée de tenir des réunions informelles en dehors de l'OMC pour susciter un appui à une nouvelle série générale de négociations et ont annoncé l'organisation, le 27 mars à Genève, d'une réunion «de haut niveau» sur la question, qui regrouperait au moins 20 autres délégations. Des pays en développement ont critiqué l'idée de se voir imposer des décisions convenues lors de réunions informelles organisées en dehors de l'OMC, entre un nombre restreint de Membres. Ils ont fait valoir que les décisions convenues en dehors de l'OMC n'auraient aucune «légitimité» pour les préparatifs de la Conférence ministérielle. Pour le Mexique, les questions ne peuvent pas être parachutées de l'extérieur, alors que le Pakistan et l'Inde déclaraient qu'il fallait recommencer les débats à l'OMC sur de telles décisions et parvenir à un consensus pour leur adoption.

A propos du texte de Doha, Rita Hayes, Ambassadeur américain à Genève, a déclaré que tout projet de texte ministériel en vue de la Conférence de novembre devait être plus court que le document de 32 pages qui abouti à la Conférence ratée de Seattle, en 1999. Elle a déclaré que le texte de Doha devait contenir un préambule, une déclaration politique pour les ministres, des références aux négociations sur l'agriculture et les services et à la mise en œuvre, et une déclaration sur d'autres questions que les Membres choisiront d'aborder dans le cadre du programme de travail futur de l'OMC.

### Moore rend compte au Conseil général sur les préparatifs de la Ministérielle

Mike Moore, Directeur général de l'OMC, a rendu compte au Conseil général des consultations en cours, entre des groupes de Mem-

(suite à la page 17)

## Règlement des différends

### Différend antidumping Union européenne - Inde

L'instance d'appel de l'OMC a décidé, le 2 mars, que les méthodes utilisées par l'Union européenne pour calculer les marges de dumping sur les importations de draps indiens étaient en violation de l'Accord antidumping de l'OMC. L'inquiétude concernant le recours aux droits antidumping par les pays développés est un élément clé de l'agenda de « mise en œuvre » des pays en développement Membres qui font actuellement pression pour un rééquilibrage des accords de l'OMC en faveur des pays pauvres.

L'UE et l'Inde ont toutes deux fait appel d'une décision initiale d'un Groupe spécial publiée en octobre dernier, décision qui énonçait que la méthode dite « zéro » utilisée par l'UE pour déterminer l'existence de marges de dumping était en violation de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping. La méthode zéro renvoie à la pratique par laquelle une autorité chargée d'une enquête procède à des comparaisons multiples du prix d'exportation et de la valeur d'un produit présumé avoir fait l'objet d'un dumping, puis calcule une marge moyenne de dumping du produit. Là où cette marge est positive, il y a dumping et, dans le cas contraire, il n'y en a pas. Toutefois, la pratique adoptée par l'UE compte pour zéro toutes les marges négatives – c'est-à-dire, là où il n'y a pas de dumping – d'où le terme de méthode « zéro ». (Pour une description plus détaillée, voir le Rapport de l'organe d'appel, WT/DS141/AB/R, § 46).

Les Etats-Unis ont présenté une communication de tierce partie dans l'affaire, pour appuyer l'appel de l'UE concernant la légalité de la pratique zéro, sur laquelle, et dans une certaine mesure, se basent aussi les Etats-Unis. Pour sa part, l'Inde – avec l'appui de l'Egypte qui a également présenté des arguments de tierce partie – a soutenu que le Groupe spécial aurait dû aller encore plus loin dans sa décision en condamnant la pratique utilisée par l'UE pour déterminer les marges de dumping sur la base d'une seule grande compagnie, telle que Bombay Dyeing.

L'Organe d'appel a soutenu la conclusion principale du Groupe spécial initial, selon laquelle la méthode zéro utilisée par l'UE était en violation de l'Accord antidumping de l'OMC. Selon des certains experts, la décision « aboutira à un résultat beaucoup plus juste dans de nombreuses enquêtes antidumping » en exigeant des autorités qu'elles incluent à la fois les ventes ayant fait l'objet d'un dumping et celles n'ayant pas fait l'objet d'un dumping dans le calcul de la marge moyenne globale de dumping.

Un avocat basé à Bruxelles a décrit les observations de l'Organe d'appel sur la méthode zéro comme une décision « historique » dans le domaine du droit antidumping qui obligerait l'UE à recalculer nombre de ses marges de dumping actuelles ou à se retrouver face à une flot de nouvelles plaintes de pays, essentiellement en développement, dont les entreprises sont soumises aux mesures anti-dumping de l'UE. Des experts juridiques ont déclaré que la décision dans le différend Inde-UE pourrait pousser des pays Membres de l'OMC, particulièrement des pays en développement, à revendiquer l'inclusion d'un réexamen de l'Accord antidumping à la prochaine série de pourparlers commerciaux mondiaux, pour clarifier les dispositions de l'Accord qui sont perçues comme vagues et qui donnent aux autorités char-

gées des enquêtes une latitude excessive dans la détermination des marges antidumping.

### Conflit de la banane : une longue marche pour un accord

Le 11 avril dernier, le gouvernement américain et l'Union européenne sont parvenus, après plusieurs épisodes, à un accord sur la banane. Au titre de cet accord, l'Union européenne abandonne le principe « premier venu, premier servi » en faveur d'un nouveau régime qui permettra une transition vers un système uniquement tarifaire en 2006. Après des menaces de la part de l'Equateur, qui considérait que cet arrangement lui était défavorable et incompatible avec les règles de l'OMC, de porter plainte devant l'Organe de règlement des différends, des pourparlers ont eu lieu entre ce pays et l'Union européenne pour tenter de tenir compte des intérêts de l'Equateur. Ils se sont finalement conclus le 30 avril dernier par un accord entre les deux parties.

### Accord entre l'Union européenne et les Etats-Unis

Durant toute cette affaire les pays ACP se sont très peu manifestés. En fait ils sont « entre l'enclume et le marteau » : d'un côté, il risque de perdre des avantages commerciaux liés à la concurrence de « la banane dollar » sur le marché européen, de l'autre côté il risque de voir dérogation demandée à l'OMC pour mettre en œuvre le nouvel accord UE-ACP bloquée par les pays latino-américain et par les Etats-Unis, partie prenante du conflit avec l'UE.

Les Etats-Unis considéraient que le système « premier venu, premier servi » favorisaient les exportations des bananes venant des ex-colonies européennes au détriment des producteurs latino-américains et des compagnies américaines, comme Chiquita. Au terme de l'accord finalement trouvé, et jusqu'en 2006 les bananes seront importées sur le marché européen par le biais de licences distribuées sur la base « d'une période historique de référence » telle que souhaitée par les Etats-Unis. En contrepartie ce pays suspendra les sanctions de 191 millions de \$US imposées aux exportations européennes. Ces sanctions étaient décidées quand le régime d'importation de la banane de l'Union européenne avait été jugé incompatible avec les règles de l'OMC. Le nouveau régime entrera en vigueur à partir du 31 juillet 2001, date à laquelle les Etats-Unis suspendront effectivement leurs sanctions.

Les licences d'importation seront accordées sur la base de la « période historique de référence » 1994-1996. Cette période correspond en fait au temps où la compagnie Chiquita ne connaissait pas encore les difficultés financières qu'elle connaît aujourd'hui, et où elle maintenait encore ses parts de marché.

La Commission européenne devra aussi initier les procédures pour tenir compte de l'accroissement des importations de banane d'Amérique Latine, et pour sécuriser une part de marché pour une quantité spécifique de banane provenant des ACP. Ainsi, un quota spécial de 750 000 tonnes métriques d'importation de bananes ACP, inférieur de 100 000 t à ce qu'il était auparavant, sera toujours garanti en franchise de droit de douane. Comme les quotas sont transitoires, l'Union européenne engagera rapidement des

## Règlement des différends

négociations avec les principaux fournisseurs, afin d'introduire le système uniquement tarifaire. Elle s'est engagée à soumettre des propositions au Conseil des Ministres et au Parlement européens, afin de mettre en œuvre aussi vite que possible l'accord avec les Etats Unis.

A l'annonce de cet accord la compagnie Chiquita a annoncé sa satisfaction. En fait cet accord va lui permettre de retrouver une partie de ces parts du marché européen, et ses capacités financières. Rappelons que cette compagnie avait demandé des dommages et intérêts pour un montant de 525 millions de \$US à l'Union européenne, estimant que sa situation financière désastreuse était due à la politique européenne d'importation de bananes.

### Accord entre l'Union européenne et l'Equateur

Les petits pays des Caraïbes et la plupart des pays Latino-américains se sont montrés satisfaits de l'Accord, bien qu'il aient estimé que la période transitoire pour un système uniquement tarifaire était courte pour leur permettre de compléter la restructuration de leur secteur bananier. Mais l'Equateur, le plus grand exportateur de banane dans le monde, s'estimant lésé, avait indiqué qu'il pourrait contester cet arrangement entre l'Union européenne et les Etats Unis devant l'OMC. De même la compagnie Dole, principal concurrent de Chiquita, s'est opposée à l'arrangement.

Toutefois, selon une source équatorienne des milieux du commerce, plusieurs Etats Membres de l'UE ont également fait part de leur consternation à propos de l'arrangement entre la l'UE et les Etats-Unis. La France s'est plainte de ce que, par la conclusion du nouvel accord, qui implique une révision de la législation européenne, la Commission européenne ait outrepassé son mandat. En outre, l'Autriche, la Finlande et la Suède, en accord avec l'Equateur, ne souhaitent pas abandonner le système du « premier venu/premier servi », a déclaré la source.

L'Equateur s'était dit surpris de l'accord et qu'il avait besoin de temps supplémentaire pour mener des consultations avec le secteur privé du pays. Ces consultations devaient avoir lieu le 25 avril.

Il estimait que le nouvel arrangement, aux termes duquel l'UE attribuera des licences d'importation sur la base d'une période de référence historique, désavantagera la majeure partie de ses opérateurs. Alors que Noboa, première compagnie équatorienne d'exportation de la banane, conservera un accès à ses licences dans le nouvel arrangement, des opérateurs importants tel que Costa Trading, pourraient difficilement exporter des bananes dans le marché européen, a déclaré un responsable du commerce. Le nouveau système pose également des problèmes pour les producteurs équatoriens qui sont en association d'affaires avec des firmes de commercialisation allemandes, françaises et portugaises, parce qu'ils perdront leurs licences d'importation, a déclaré ce même responsable.

Ce pays avait cependant conscience du fait qu'une action devant l'OMC pourrait ne pas lui apporter ce qu'il recherchait. « Il est difficile pour l'Equateur, en tant que petit pays en développement, ayant de graves problèmes économiques, de résister aux fortes pressions des Etats-Unis et de l'UE sur la question de la

banane, » avait indiqué une source bien informée. L'Equateur s'est plutôt efforcé d'obtenir des avantages supplémentaires dans l'arrangement de la banane, à travers des négociations sur le contenu de la catégorie du « nouveau venu ». L'Equateur souhaitait « des assurances noir sur blanc » que la catégorie des nouveaux venus serait administrée de manière à permettre à ses opérateurs d'obtenir des licences, a déclaré le responsable du commerce.

De son côté, l'UE disait être prête à faire preuve de flexibilité sur deux points : donner à l'Equateur plus de temps avant de demander la mise en œuvre de l'accord et laisser la porte ouverte pour un réexamen possible. Finalement l'UE et l'Equateur avaient fini par engager des pourparlers pour tenter de trouver une issue à leur différends. L'Equateur avait indiqué, dans une déclaration, que les consultations porteraient sur des aspects de l'arrangement que ce pays jugeait « incompatibles, de manière flagrante, avec l'OMC. »

Ces pourparlers, viennent d'aboutir le 30 avril dernier sur un accord, mettant fin à un long conflit qui a marqué tout le fonctionnement de l'OMC depuis plusieurs années. Le Ministre équatorien des Affaires Etrangères et le Commissaire européen pour le commerce, dans une déclaration commune, ont montré leur satisfaction.

L'accord tient compte des opérateurs « traditionnels » qui n'ont pas de référence historique « adéquate ». Notamment 17% des quantités leur seront réservées, pourcentage, indique t-on du côté européen, très proche de celui réclamé par l'Equateur. De même l'ancienne allocation par pays cessera d'être applicable à partir du premier janvier 2001. En fin cette quantité sera gérée selon une méthode dite d'examen simultané ».

Au terme de l'accord, l'Equateur lèvera son opposition à la dérogation demandée par l'Union européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) à l'OMC pour l'Accord de Cotonou.

### En bref : La Colombie, le Mexique, l'Afrique du Sud et Taiwan violent l'Accord sur les télécommunications selon les Etats Unis

C'est sur leurs pratiques en matières de télécommunication que ces quatre pays ont été épinglés. Le Représentant américain au Commerce extérieures note que la Colombie, refuse d'octroyer des licences aux nouveaux fournisseurs de services de télécommunications internationales. Le gouvernement mexicain lui n'a pas mis en application les nouvelles réglementations destinées à permettre à des compagnies étrangères d'entrer en concurrence avec le principal fournisseur national, et ancien monopole, Telefonos de México (Telmex). Le principal fournisseur de télécommunications en Afrique du Sud refuse de permettre l'utilisation et l'accès à son réseau pour des services à valeur ajoutée. Quant à Taiwan, ses réglementations en matière de télécommunications imposaient « des restrictions sérieuses à l'offre concurrentielle de services de télécommunications et sapeient la capacité des nouveaux venus à entrer en concurrence sur le marché de Taiwan ».

Des dead line ont été donné à ces différents pays pour se conformer à la loi. A défaut de quoi, des sanctions seront prises.

**Le Groupe de travail de l'investissement s'exprime sur le GATS et l'IED**

Le Groupe de travail sur les relations entre le commerce et l'investissement à l'OMC s'est réuni les 7 et 8 mars pour poursuivre son processus d'étude et d'analyse, en cours depuis 1996. Les Membres ont débattu de présentations soumises par la Corée, le Canada et le Secrétariat de l'OMC.

Dans sa présentation, la Corée a exposé les implications de l'Accord général sur le commerce des services (GATS) sur un accord potentiel relatif à l'investissement, en suggérant que le modèle du GATS pourrait être utilisé comme « point de départ » pour la formulation de règles d'investissement multilatérales (WT/WGTI/W/96). La Corée estime tout particulièrement que le GATS représente une approche « de la base au sommet », avec de larges exceptions et une grande flexibilité, couvrant la plupart des règles et des principes relatifs à l'investissement qui pourraient être appliqués à des secteurs ne relevant pas des services. La Corée a également reconnu les insuffisances du modèle du GATS, en spécifiant que « élaborer des règles d'investissement au niveau du GATS pourrait ne pas répondre aux attentes des investisseurs et pourrait mener à des accords multilatéraux ou bilatéraux plus stricts. » Un cadre multilatéral sur l'investissement devrait donc, selon la Corée, prendre également en compte des questions non incluses dans le GATS, telles que l'expropriation, la compensation, le règlement des différends et les disciplines sur les prescriptions de résultat.

La Malaisie s'est dite préoccupée du fait qu'une approche « jeu de construction » aboutirait à une pression permanente sur les Membres pour qu'ils prennent d'autres engagements. Ce pays a également mis l'accent sur le fait que le Groupe de travail avait pour mandat de mener une étude et non des négociations sur le sujet. L'Inde et le Brésil ont également fait part de leurs préoccupations. L'UE, la Hongrie, le Chili et le Japon ont appuyé la présentation coréenne. L'UE a fait référence à une présentation antérieure dans laquelle elle avait souligné que les règles internationales sur l'investissement et la flexibilité de l'élaboration de politiques nationales n'étaient pas nécessairement incompatibles. L'UE a également réitéré son point de vue selon lequel un accord sur l'investissement devait être négocié à l'OMC.

Dans le cadre de son examen des effets « négatifs » potentiels de l'IED pour le développement et la croissance économique des pays hôtes, le Secrétariat a présenté une note d'information relative aux effets de l'IED sur la balance des paiements d'un pays hôte. (WT/WGTI/W/95 ; disponible en ligne). En s'appuyant sur des présentations faites par la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Secrétariat a noté que les effets sur la balance des paiements d'un pays étaient spécifiques et sensibles au type d'investissement et à sa structure, et qu'il serait donc difficile de tirer des conclusions générales. Selon des études récentes citées par la CNUCED et l'OCDE, l'IED aboutirait à court terme à une détérioration de la balance des paiements, et à plus long terme à une amélioration à la fois de la balance commerciale et de la balance des paiements.

Une troisième communication a été faite par le Canada, présentant une étude sur les « obstacles à l'investissement étranger » menée par la Chambre de commerce canadienne (WT/WGTI/W/98 ; disponible en ligne) sur la base d'un questionnaire adressé à 71 entre-

prises. L'étude avait conclu que « pour le Canada, qui a une économie à vocation internationale, la création d'un environnement commercial fondé sur des règles, la transparence, l'ouverture et la fiabilité, est cruciale pour la prospérité économique future. »

Le mandat du Groupe de travail se limite à l'étude et à l'analyse des relations entre le commerce et l'investissement, alors que les discussions sur la question de savoir si l'investissement devait faire partie d'une nouvelle série de pourparlers commerciaux multilatéraux sont prévues pour avoir lieu au Conseil général. L'UE – avec l'appui du Japon, de la Corée, du Chili, de la Suisse, de la Norvège et d'autres pays – est le principal partisan de la négociation d'un Accord sur l'investissement à l'OMC dans le cadre d'une nouvelle série de négociations, en soutenant qu'un accord de l'OMC sur ce sujet favoriserait des flux d'investissement à travers le monde. Par contre, l'Inde et d'autres pays en développement – dont la Malaisie, le Pakistan et l'Égypte – soutiennent que les traités bilatéraux actuels sur l'investissement sont suffisants pour assurer la protection de l'investissement et s'opposent à l'idée de contracter davantage d'engagements à l'OMC. La proposition coréenne concernant l'utilisation du GATS comme modèle est perçue comme faisant partie des efforts de l'UE et d'autres pour rassurer les pays en développement sur la flexibilité dans l'élaboration des politiques nationales d'investissement, dans le cas d'un accord à l'OMC.

La prochaine réunion du Groupe de travail est prévue les 13 et 14 juin 2001.

**Le Conseil du commerce des marchandises bute sur les MIC et sur la dérogation pour Cotonou**

Le Conseil du commerce des marchandises de l'OMC s'est réuni le 14 mars pour débattre d'une gamme de questions comprenant la prorogation des périodes transitoires pour les MIC (mesures relatives à l'investissement et touchant au commerce) et une demande de dérogation pour le nouvel accord de partenariat ACP-CE (Cotonou). Les Membres ont également élu les Présidents du Conseil du commerce des marchandises et de ses organes subsidiaires.

**Prorogation des MIC**

Les États-Unis ont indiqué qu'ils seraient disposés à accepter la formule dite 2 + 2 élaborée l'année précédente par le président du Conseil du commerce des marchandises pour résoudre les difficultés de mise en œuvre des MIC. Le système 2 + 2 comprend une prorogation de deux ans plus deux années supplémentaires pour les Membres qui en font la demande, à la condition que les parties qui en font la demande soumettent un plan clair d'élimination progressive des pratiques commerciales restrictives.

Au titre de l'Accord sur les MIC, les pays en développement devaient éliminer ces pratiques avant janvier 2000.

Le Canada et le Japon ont déclaré appuyer la formule 2 + 2, alors que l'UE mettait l'accent sur le fait que le Conseil du commerce des marchandises devait agir rapidement sur la question et qu'une solution était essentielle pour le système de l'OMC.

La Conseil a également poursuivi ses discussions sur la proposition pakistanaise d'une étude conjointe OMC-CNUCED qui aiderait les pays en développement dans le réexamen de l'accord sur les MIC. Les États-Unis ont aussi accepté que l'Argentine et le Mexique



soient intégrés au cadre 2 + 2, de même que le Pakistan, la Roumanie, la Colombie et le Chili, à la condition que ces pays fournissent davantage de renseignements. Ils se sont montrés prêts à faire un pas en direction de la Malaisie, à la condition que ce pays prenne un engagement clair pour une élimination progressive. A propos de la Thaïlande, ils ont indiqué qu'ils accepteraient peut-être une dérogation, mais qu'ils adresseraient sous peu une lettre au Président qui contiendrait une date limite spécifique. Concernant les Philippines, et suite à leur plainte contre les MIC de ce pays auprès de l'Organe de règlement des différends, les Etats-Unis auraient indiqué qu'ils demanderont la formation d'un groupe spécial (au titre de l'article 9 de l'Accord sur l'OMC).

Par ailleurs, l'Egypte a fait à la mi-mars une demande de prorogation de ses mesures MIC (réductions des droits de douane pour les composantes importées dépendant du pourcentage de teneur en produits locaux dans le produit final) pour ses industries nationales. L'Egypte est ainsi le dixième pays à faire une telle demande. La plupart des autres demandes concernent des projets d'investissement dans des industries automobiles nationales.

Les Etats-Unis et l'UE ont suggéré qu'au lieu d'invoquer l'Accord sur les MIC, l'Egypte devrait demander une dérogation (au titre de l'article 9 de l'Accord sur l'OMC).

La plupart des pays en développement et des pays à économie en transition demandant des prorogations avaient l'espoir de parvenir sous peu à une solution sur les MIC. Le Président Castillo a déclaré que la question était importante pour l'exercice actuel d'instauration de la confiance à l'OMC et pour la réunion ministérielle de Qatar. Il a indiqué que les consultations se poursuivraient.

### **La dérogation pour l'Accord de Cotonou bute sur la question de la banane**

Les producteurs de banane d'Amérique Centrale et d'Amérique Latine continuent de bloquer la demande de dérogation européenne concernant le nouvel accord de partenariat ACP-CE de Cotonou, en raison des divergences à propos du nouveau régime d'importation de la banane proposé par l'Union européenne. Les pays latino-américains – notamment l'Equateur, le Costa Rica, le Guatemala et le Paraguay – ont déclaré qu'en l'absence de législation de mise en œuvre par l'UE, l'examen de la dérogation ne pouvait avancer car les renseignements accompagnant la demande de dérogation était toujours insuffisants. Plusieurs pays ACP ont souligné l'importance économique que cet Accord revêtait pour eux, et ont insisté pour que l'examen de la dérogation ait lieu dès que possible. La dérogation à l'OMC pour l'ancien accord ACP-UE (Lomé V) a expiré le 29 février 2000. L'UE et les ACP sont en train de faire pression en vue d'une dérogation à l'OMC concernant la prorogation de l'Accord de Cotonou jusqu'à 2008.

Les Membres présents au Conseil du commerce des marchandises ont convenu que les mesures d'accès aux marchés notifiées par les pays en développement au titre d'une dérogation de 1999 sur le régime tarifaire préférentiel en faveur des PMA (pays les moins avancés) seraient soumises pour avis au Sous-Comité des MPA du Comité du commerce et du développement. Ceci mettrait la procédure de notification en conformité avec les mesures prises par les pays développés au titre des arrangements de traitement préférentiel en faveur des PMA, qui sont actuellement soumis au Comité du commerce et du développement, et ceci permettrait également

un examen uniforme dans un seul forum des mesures prises en faveur des PMA.

A la fin de la réunion, les Membres ont élu l'Ambassadeur Istvan Major de Hongrie comme nouveau Président, en remplacement de l'Ambassadeur d'Uruguay, Carlos Perez del Castillo.

### **Conseil des ADPIC : discussions sur les médicaments essentiels**

Suite à une demande du Zimbabwe, au nom du Groupe Africain à l'OMC, le Conseil des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC), lors de sa réunion du 2 au 6 avril, a convenu de mener des discussions spéciales sur les médicaments essentiels au cours de la prochaine réunion du Conseil, en juin. La décision a été prise à la suite des accusations récentes faites à l'OMC d'entraver l'accès des pays en développement aux médicaments à prix réduit en protégeant les brevets pharmaceutiques.

### **L'Afrique demande des discussions spéciales sur les médicaments**

Dans sa déclaration au Conseil des ADPIC, le Groupe Africain a demandé qu'une Session spéciale du Conseil soit consacrée à des questions relatives aux ADPIC, aux brevets et à l'accès aux médicaments. La déclaration a spécifié, tout particulièrement, que la Session devait viser à « assurer une clarté juridique à l'interprétation et à l'application des dispositions pertinentes des ADPIC qui permettent l'adoption de certaines mesures pour assurer la protection de la santé. » Les résultats de la Session pourraient s'intégrer au processus préparatoire de la quatrième Conférence Ministérielle, à Qatar. La déclaration a également mis l'accent sur le fait que les Membres africains n'avaient pas pour objectif de saper ou de décourager l'investissement dans la recherche et le développement de nouveaux médicaments. « Le défi que nous devons relever est de prendre en compte la question de l'accès à des médicaments bon marché d'une manière juste et équitable pour toutes les parties prenantes, » a-t-elle spécifié. Le Groupe africain a également reconnu que la question des médicaments à prix réduit allait au-delà du brevetage et de la fixation des prix et qu'elle incluait d'autres questions, telles que le pouvoir d'achat des gouvernements et les infrastructures dont ceux-ci disposent, questions qui ne relèvent pas du mandat du Conseil.

Le Conseil des ADPIC a convenu de consacrer une journée entière à une discussion spéciale sur les questions de propriété intellectuelle ayant trait à l'accès aux médicaments, au cours de la prochaine réunion du Conseil des ADPIC, du 18 au 20 juin. L'OMC parraine, en outre, conjointement avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), un atelier sur « La fixation différenciée des prix et le financement des médicaments essentiels », qui se tient actuellement en Norvège, du 8 au 11 avril. L'atelier regroupe des représentants de fabricants de médicaments fondés sur la recherche et de génériques, des gouvernements, des organisations intergouvernementales, des organisations non-gouvernementales, ainsi que des universitaires et des consultants, afin de permettre des échanges de points de vue sur ces questions. L'OMC a publié, sur les ADPIC et les produits pharmaceutiques, un bulletin d'information qui présente les exceptions aux droits de brevet au titre des ADPIC relatifs à la question des médicaments. (disponible à : [http://www.wto.org/english/tratop\\_e/trips\\_e/trips\\_e.htm](http://www.wto.org/english/tratop_e/trips_e/trips_e.htm)).

(suite à la page 16)

*Conseil des ADPIC... (suite de la page 15)***Relations entre la CDB et les ADPIC**

Toujours au cours de la réunion du Conseil, les Etats-Unis (IP/C/W/257) et les Communautés européennes (IP/C/W/254) ont soumis des présentations sur les relations entre la Convention sur la diversité biologique (CDB) et l'Accord sur les ADPIC, dans le contexte du réexamen des dispositions de l'article 27.3(b) (exceptions possibles à la brevetabilité). La présentation des CE reconnaît les préoccupations des pays en développement formulée dans le contexte du réexamen de l'article 27.3(b), mais conclut que les solutions ne se trouvent pas nécessairement dans le champ d'application de l'article même, mais qu'il fallait plutôt développer des instruments internationaux appropriés pour réaliser les objectifs de la CDB et de l'Accord sur les ADPIC; fournir une assistance technique aux pays en développement; et mener les négociations possibles sur les mesures dans le système des DPI (droits de propriété intellectuelle). Les discussions détaillées sur la présentation ont été reportées à la prochaine réunion du Conseil. En outre, le Pérou a présenté une communication (IP/C/W/246; disponible en ligne) sur son expérience nationale en matière de protection des connaissances traditionnelles et d'accès aux ressources génétiques, qui avait antérieurement été présentée au Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC.

---

**La troisième Conférence des Nations Unies ... (suite de la page 4)**

Il faut s'en prendre aux problèmes structurels, que ce soit dans le domaine de l'eau ou de l'électricité, parce que les investissements ne vont pas venir s'il n'y a pas d'électricité vingt-quatre heures par jour : Quel intérêt pour une grande multinationale de s'installer si elle doit avoir sa propre usine énergétique parce qu'il n'y a pas de courant en permanence. Cela n'a pas de sens !

---

**L'initiative «tout sauf les armes» ... (suite de la page 6)**

En outre, la levée des tarifs européens entraînera probablement une progression des exportations de sucre des PMA vers le marché européen. Via le commerce triangulaire les PMA, bien qu'importateurs nets, pourraient choisir de mettre sur le marché européen jusqu'à 80-90% de leur production de sucre actuelle d'après certains experts, voire plus si les perspectives d'export engendrent une augmentation de la production.

Les perdants les plus facilement identifiés seraient alors les producteurs européens, qui produisent actuellement sous quota, et exportent grâce à des subventions, pour lesquels les engagements à l'OMC sont d'ores et déjà contraignants (2,8 millions de tonnes, dont 1 million de tonnes produites en Europe). L'UE devra réduire ses quotas de production en cas d'augmentation des importations, mais sans pouvoir éviter une forte baisse du prix européen du sucre. Tout dépendra sans doute du démarrage des exportations des PMA.

L'UE pourra également réduire les quantités importées sous quotas tarifaires préférentiels (59 Euros/tonnes actuellement) en provenance des pays ACP et de l'Inde. Les DOM français ne devraient pas voir réduits leurs quotas. Il ne faut pas non plus exclure la possibilité que les raffineries européennes se désintéressent du sucre acheté via le protocole sucre avec les pays ACP, car le sucre produit par les PMA pourrait être moins cher. Le sucre produit

dans le cadre du protocole devrait alors faire l'objet d'une intervention européenne (achat public et stockage).

**La banane :** Les PMA produisent annuellement 5,7 millions de tonnes de bananes, dont pratiquement 5 millions dans les pays ACP. L'UE consomme entre 3,5 et 4 millions de tonnes par an, dont 850 000 tonnes produites en Europe, 2,4 millions de tonnes importées avec un droit de douane réduit (75 Euros/tonnes), et 650 000 tonnes importées sans droits de douane en provenance des pays ACP. Les droits de douanes hors quotas sont actuellement prohibitifs : 680 Euros/tonne (200 Euros/tonne pour les pays ACP), et pratiquement aucune importation de banane en Europe n'a lieu hors quota.

Une telle rigidité de l'accès au marché va de paire avec une grande sensibilité du marché à l'augmentation de l'offre. L'initiative TSA pourrait avoir comme principale conséquence de réduire les prix, ce qui aurait un coût budgétaire très important (80 millions d'Euros pour une baisse de 100 Euros/tonne, estime l'UE). Une augmentation significative des exportations en provenance des PMA occasionnerait de fortes perturbations sur le marché européen.

L'initiative TSA accordera aux PMA un accès sans droits de douane au delà des quotas d'importation, ce qui donne en l'occurrence un avantage considérable, même si le tarif hors quota baisse à 300 Euros/tonnes, ce qui est probable. Les bananes PMA pourraient concurrencer les bananes ACP, voire les bananes d'Amérique latine. Là encore, tout dépendra si cette perspective entraîne les investissements nécessaires à l'exportation.

**Les autres produits :** Les céréales sont la principale production des PMA, qui restent cependant largement importateurs nets de céréales. Ils importent en effet 7 millions de tonnes de céréales et en exportent 275 000 tonnes (années 96-98). Les perspectives d'échange vers l'Europe sont donc peu favorables, d'autant plus que la production communautaire est très subventionnée.

La viande de bœuf, de mouton et les produits laitiers sont entre 50 % et 130 % plus chers en Europe. Etant donné ces écarts de prix, à long terme, les conséquences de la proposition européenne pourraient donc être plus importantes que ne le laissent présager les flux actuels des produits en question, mais même sans droits de douane, les PMA ne semblent pas les mieux placés pour alimenter le marché européen en produits animaux.

**4 - Les leçons politiques pour l'Union européenne**

Outre les changements de flux commerciaux entre l'Europe et les PMA, cette décision de l'UE n'est pas sans conséquence pour la PAC. L'Agenda 2000 devient difficilement tenable. Les prix intérieurs européens sont encore largement au dessus des cours mondiaux pour de nombreux produits et ont conduit à des capacités de production importantes, qui risquent d'être concurrencées par les importations moins chères.

Pour limiter l'effet d'attraction de son marché, l'Europe devra encore réduire ses prix intérieurs pour les aligner sur les prix mondiaux. Cela conduirait à généraliser la substitution des interventions de marché (quotas, prix garantis...) par des aides directes aux producteurs, déjà largement répandues.

En outre, les pays ACP, notamment Maurice et certains Etats des Caraïbes qui dépendent fortement du commerce avec l'UE, pourraient être affectés par la mise en concurrence directe avec d'autres

exportateurs, notamment dans les secteurs du riz et du sucre. Pour David Bryer, directeur d'Oxfam qui soutient l'initiative TSA, le risque est réel mais devrait être appréhendé via des mesures positives, et non la remise en cause de l'initiative européenne.

Cette initiative pose également un problème de fond à l'UE sur la nature de ses relations avec les pays ACP. Alors qu'elle défend dans le nouvel accord de Cotonou le principe d'accords de libre-échange entre elle et des régions ACP (forcément composées de PMA et de non PMA), on voit mal aujourd'hui quel pourrait être l'intérêt commercial des PMA ACP à intégrer de tels accords sachant que l'UE leur offre de toute façon un accès total à leur marché, sans l'exigence d'une réciprocité.

### Conclusion

Il est évident que l'initiative TSA est d'abord une opération de séduction pour tenter de rallier les PMA à l'Europe dans le cadre des négociations à l'OMC. Il n'en reste pas moins que pour beaucoup de PMA, les perspectives de développement reposent encore largement sur l'agriculture. Favoriser l'accès au marché européen va donc dans le bon sens, c'est aussi un geste de solidarité.

Pour que l'impact sur les PMA soit positif, il convient cependant de mesurer les effets selon les pays (quels PMA en bénéficieront ?) et selon les acteurs (les petits producteurs bénéficieront-ils d'un éventuel accroissement des flux vers l'export, ou les plus-values seront-elles captées par les multinationales ?). De la même façon, l'initiative TSA aura un impact positif si elle s'inscrit dans un cadre cohérent tant du point de vue de l'accès au marché que de celui du développement des pays concernés.

Du point de vue de l'accès au marché, quelles sont les capacités des PMA à satisfaire aux normes internationales ou européennes en matière sanitaire, phytosanitaire ou environnementale ? Mais surtout, comment accroître leur participation aux processus de définition, de négociation et de mise en œuvre des normes ?

Du point de vue du développement agricole, l'initiative TSA ne doit pas renforcer une tendance à la fuite en avant en matière d'exportation. Elle doit s'inscrire dans une stratégie articulant sécurité alimentaire, lutte contre la pauvreté, aménagement du territoire, intégration régionale, développement.

Il est à ce propos important que les PMA puissent obtenir à l'OMC une grande flexibilité en matière de politiques agricoles (protection aux frontières notamment).

Enfin, l'initiative TSA ne pourra pas limiter la responsabilité de l'Europe dans la gestion de ses excédents agricoles qui ont parfois des conséquences très graves pour les filières agricoles des pays en développement.

Elle est donc, sous certaines conditions, un premier pas intéressant de l'Europe vers les PMA. D'autres doivent suivre.

### Notes :

1- Stevens C. and Kennan J., 2001. The Impact of the EU's 'Everything but Arms' Proposal: Report to Oxfam, Institute of Development Studies, January 200. 2- UE, 2000. EU trade concession to least developed countries. Everything but arms proposal. Firts remarks on the possible impacts on the agricultural sector (nov 2000). 3- <http://europa.eu.int/comm/trade/miti/devel/eba.htm> et [http://europa.eu.int/comm/trade/pdf/eba\\_fr.pdf](http://europa.eu.int/comm/trade/pdf/eba_fr.pdf)

*Adoption d'un plan de travail de négociation... (suite de la page 9)*

### Liens entre le Plan de travail et une nouvelle série éventuelle de pourparlers commerciaux multilatéraux

Les discussions se concentrent actuellement sur la manière dont le plan de travail sera lié à une nouvelle série éventuelle de pourparlers commerciaux multilatéraux. Pour le moment, les Membres ont décidé de continuer à avancer dans l'agenda de l'agriculture comme cela a été spécifié dans l'article 20 de l'Accord actuel sur l'agriculture, bien que cet article ne spécifie pas de date de conclusion pour les négociations sur l'agriculture.

Toutefois, tout en débattant de la possibilité de lancer une nouvelle série de négociations lors de la Conférence ministérielle de l'OMC à Doha, au Qatar, certains Membres continuent de faire pression pour élargir le mandat de l'agriculture.

Les responsables américains sont convaincus qu'un nouvel accord sur l'agriculture pourrait être conclu d'ici fin 2003, à l'expiration de la clause dite de paix – qui demande aux Membres de faire preuve de modération dans la contestation des subventions d'autres Membres. Tout en estimant qu'une nouvelle série de pourparlers commerciaux plus larges aideraient à créer un dynamisme, ils ont déclaré que ceci n'était pas nécessaire pour parvenir à un accord sur l'agriculture.

Pour sa part, l'UE a soutenu qu'une série plus large de négociations comprenant un certain nombre de nouvelles questions telles que l'investissement, la concurrence et les marchés publics pourrait différer la conclusion des pourparlers sur l'agriculture au-delà de l'expiration de la clause de paix. David Roberts, négociateur en chef de l'UE pour l'agriculture a déclaré aux journalistes, le 27 mars, que « la chose de loin la plus utile que la Conférence de Qatar pourrait faire, serait de dire aux négociateurs quand arriver à des aspects particuliers [des pourparlers sur l'agriculture]. »

La nouvelle phase de négociation sur l'agriculture qui s'ouvre sera certainement plus difficile et plus confidentielle estiment les experts de l'OMC.

*Les préparatifs de la quatrième conférence ministérielle... (suite de la page 11)*

bres sur les préparatifs de la Ministérielle. Il a indiqué que des pourparlers sur de «nouvelles questions» telles que l'environnement, l'investissement, la concurrence, la facilitation des échanges, la transparence dans les marchés publics et les droits de douane industriels avaient déjà commencé, principalement avec les demandeurs centraux (tels que l'UE et le Japon), dans ce que l'on a qualifié de «processus tiré par les demandeurs». Faisant référence à des réunions informelles. Il a fait savoir au Conseil qu'il avait rencontré des groupements régionaux tels que le Groupe africain (et les dirigeants de CARICOM à la Barbade) et des petites délégations qui partagent les mêmes contraintes de ressources. Ces rencontres visaient, selon lui, à mieux comprendre leur perception de ce que ces pays recherchent dans le futur programme de travail de l'OMC et à «encourager un engagement positif avec le groupe plus large de Membres.»

Lors d'un discours prononcé, le 13 mars, à la London Business School, Moore a déclaré qu'il fallait accorder aux intérêts des

*(suite à la page 18)*

*Les préparatifs de la quatrième conférence... (suite de la page 17)*

Membres pauvres une priorité élevée pour que la nouvelle série de négociations soit fructueuse. Selon lui, ceci signifierait la renégociation de certains accords antérieurs de l'OMC, la libéralisation du commerce de produits manufacturés, et la discussion des mesures antidumping. En retour, a-t-il déclaré, les pays en développement devraient être préparés à débattre de la concurrence et de l'investissement à l'OMC. Sur le travail et l'environnement, Moore a exclu le recours à des sanctions commerciales pour assurer l'application de normes du travail et de normes écologiques. «Les Membres de l'OMC n'accepteront jamais que des sanctions commerciales soient utilisées pour faire respecter les normes du travail. C'est un pas que les pays en développement ne franchiront pas. Ils craignent que de telles dispositions ne soient utilisées à des fins protectionnistes,» a-t-il déclaré.

De nombreux pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine ont déclaré à maintes reprises que le débat sur le commerce et le travail ne pouvait être inclus dans aucune réunion formelle ou informelle, dans le processus menant à Qatar. L'Ambassadeur du Pakistan à l'OMC, Munir Akram, a déclaré au Conseil général qu'introduire la question du travail aux discussions sur la Conférence ministérielle «mènerait à la catastrophe».

#### **Annan encourage l'Inde à s'engager pour une nouvelle série de négociations**

Lors d'une tournée récente en Asie du Sud, Koffi Annan, Secrétaire général des Nations Unies, a encouragé l'Inde à prendre part à une nouvelle série de négociations à l'OMC, afin, dit-il, de protéger ses intérêts. Selon Annan, en protégeant ses intérêts, l'Inde garantirait que cette série de négociations deviendrait le «round du développement» tant espéré. Le Secrétaire général a également appelé les pays industrialisés à tenir leurs promesses. «Il est tout à fait hypocrite, pour les pays industriels, de vanter aux pays en développement les mérites de l'ouverture des marchés, s'ils n'ouvrent pas leurs marchés aux produits de ces pays.» L'Inde et la plupart des autres pays en développement maintiennent leur opposition à l'inclusion des questions du travail, de l'environnement et d'autres questions autres que d'ordre commercial au régime commercial multilatéral.

#### **L'Egypte se joindrait à l'Afrique du Sud pour préconiser une nouvelle série de négociations**

Selon une note d'information confidentielle intitulée «An Egyptian-South African Approach to New Multilateral Trade Negotiations Under the WTO» - Une Approche égypto-sud-africaine des nouvelles négociations commerciales multilatérales dans le cadre de l'OMC - l'Egypte s'est jointe à l'Afrique du Sud pour appuyer le principe d'une «entreprise menée comme un tout» en vue de négociations «large et équilibrée» sur l'ensemble des questions. La nouvelle position de l'Egypte, que certains analystes du commerce ont qualifiée de «virage à 180 degrés», marque une rupture avec d'autres Membres de l'OMC tels que l'Inde, le Pakistan et la Malaisie, qui s'opposent à des négociations commerciales élargies. L'Egypte accepterait l'intégration de nouvelles questions telles que le commerce et l'investissement, les droits de douane industriels, la transparence dans les marchés publics, la facilitation des échanges et le commerce électronique. Ces deux pays ont également spécifié qu'ils s'opposaient, à ce stade, à des discussions sur les questions relatives au travail et à l'environnement,

car ces questions entraveraient les progrès sur toutes les autres questions. Par ailleurs, une réunion de 29 Ministres du commerce des pays en développement qui devait se tenir au Caire, en Egypte le 12 avril, pour préparer le terrain en vue de la Conférence ministérielle de Doha, a été différée. Une source au Ministère égyptien de l'économie a déclaré qu'une nouvelle date serait fixée après des consultations entre les Ministres pour en établir l'ordre du jour. L'Inde et l'Afrique du Sud se préparent pour Doha.

#### **Le point sur les préparatifs de l'OMC en direction des ONG à Qatar**

Lors d'une session d'information pour les ONG, le 28 mars, l'OMC a présenté les aménagements qu'elle prévoyait pour les ONG à Doha, au Qatar. Un Centre des ONG sera disponible à Doha pour les représentants de la société civile. Le hall d'exposition, qui abritera le Centre des ONG, est à deux minutes de marche du Centre des conventions où se tiendra la Conférence ministérielle. Concernant l'hébergement, Qatar fournit 4 400 chambres pour l'ensemble des participants, notamment les délégués, les observateurs, la presse et les ONG. Alors que l'on estime qu'il y aura suffisamment de chambres, le nombre de participants pourrait cependant être restreint.

Lors de la session d'information, l'OMC a annoncé l'établissement d'un Groupe de travail chargé des relations entre l'OMC et les ONG. La mise en place de ce Groupe vise à prendre en compte les interactions entre l'OMC et les groupes de la société civile. Il comprendra environ 12 représentants des divisions clés de l'OMC et rendra compte au Directeur général et à différentes structures de gestion, tout en tenant un rôle de coordination pour les activités liées aux ONG au sein du Secrétariat de l'OMC.

#### **Accréditation des ONG à la Ministérielle**

Le processus de demande formelle pour les ONG qui souhaitent assister à la Conférence ministérielle débutera en mai. Les notes d'information des ONG peuvent être soumises à la Division des relations extérieures de l'OMC. (Pour des contacts, voir : [http://www.wto.org/english/forums\\_e/ngo\\_e/pospap\\_e.htm](http://www.wto.org/english/forums_e/ngo_e/pospap_e.htm)). Selon les responsables à l'OMC, des informations supplémentaires sur la participation des médias et des ONG seront publiées sous peu, sur le site officiel de la Conférence ministérielle de l'OMC à Doha : [http://www.wto.org/english/thewto\\_e/minist\\_e/min01\\_e/min01\\_e.htm](http://www.wto.org/english/thewto_e/minist_e/min01_e/min01_e.htm)

#### **L'Union européenne et les Etats-Unis s'opposent au sein du CODEX sur la traçabilité et sur le principe de précaution**

Deux réunions ont eu lieu au sein du CODEX, sur la traçabilité des aliments et sur le principe de précaution. Les deux réunions ont échoué en raison notamment de conflits sur ces questions entre les Etats-Unis et l'Union Européenne.

#### **Pas d'accord sur la traçabilité au Groupe de travail du Codex**

Lors de sa réunion à Chiba, au Japon, du 25 au 29 mars, le Groupe de travail intergouvernemental chargé d'étudier les aliments dérivés de la biotechnologie a fait des progrès significatifs dans l'établissement de normes internationales pour les aliments dérivés de la biotechnologie mais n'est pas parvenu à un consensus sur la

question de la traçabilité, essentiellement en raison de désaccords entre l'UE et les Etats-Unis.

Selon Alan Randell, un responsable de haut rang des normes des produits alimentaires à la FAO l'inclusion de prescriptions en matière de traçabilité – c'est-à-dire un système pour suivre à la trace tous les aliments et constituants d'aliments, de leur origine à leur point de consommation finale – dans le « Projet de principes généraux pour l'analyse des risques des aliments dérivés de la biotechnologie moderne » a échoué, essentiellement en raison de l'opposition des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle Zélande, de l'Afrique du Sud, de l'Inde et de l'Indonésie.

« Certains pays pensent que la traçabilité est trop coûteuse et qu'elle n'est pas nécessaire, » a-t-il déclaré. L'UE considère toutefois qu'un tel système est nécessaire. Elle développe actuellement ses propres réglementations à l'échelle européenne sur la traçabilité. Les documents de la réunion sont disponibles à : <http://www.who.int/fsf/GMfood/>

### **Pas d'accord sur la définition du principe de précaution**

Le principe de précaution a été à l'origine de l'échec des pourparlers lors de la seizième session du Comité du Codex sur les Principes généraux à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture – FAO - (23-27 avril). Avant la réunion, les Etats-Unis avaient, pour la première fois, appelé à la suppression totale des sections pertinentes du Codex Alimentarius (c'est-à-dire le code alimentaire international des Nations Unies). Cette demande s'opposait à celles de l'UE visant une définition claire du principe de précaution et à son inscription dans la législation internationale relative à l'alimentation.

« Le fossé s'est élargi entre les parties intéressées » depuis une dernière réunion sur la question, en 2000, a déclaré Alan Randell, de la Commission du Codex Alimentarius. Un délégué a fait valoir que le Codex semblait être devenu le dernier terrain de lutte des négociateurs du commerce, plutôt que des professionnels de la santé. Les Etats-Unis sont depuis longtemps opposés au recours au principe de précaution qu'ils jugent non scientifique et arbitraire, en particulier suite à son utilisation par l'Union européenne pour interdire les importations de bœuf américain traité aux hormones et pour restreindre la vente des produits OGM dans l'UE.

Les documents de la réunion sont disponibles à : [http://www.codexalimentarius.net/ccgp16/GP01\\_01e.htm](http://www.codexalimentarius.net/ccgp16/GP01_01e.htm).

### **Liens entre l'OMC et la CDB à la Commission provisoire des mesures phytosanitaires de la FAO**

Les délégués se sont réunis pour la troisième session de la Commission provisoire des Mesures phytosanitaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du 2 au 6 avril, à Rome, en Italie pour débattre de domaines de collaboration avec d'autres organisations, tout particulièrement la Convention sur la diversité biologique (CDB); adopter de nouvelles normes phytosanitaires; et envisager le développement de normes pour les risques phytosanitaires liés aux organismes vivants modifiés (OVM).

La Commission provisoire opère actuellement comme organe provisoire, en attendant l'entrée en vigueur du texte révisé de la Con-

vention internationale sur la protection des végétaux. Une fois le texte en vigueur, la Commission des mesures phytosanitaires remplacera la Commission provisoire sur les mesures phytosanitaires en tant qu'Organe de décision de la Convention internationale sur la protection des végétaux.

Les délégués ont mis en évidence le fait que ceux qui travaillent sur les questions phytosanitaires appuient largement la Convention sur la protection des végétaux pour qu'elle joue un rôle d'établissement de normes et le fait que la Convention avait une longue tradition de travail sur ces questions. Ils ont également souligné qu'il était important de promouvoir la communication avec des organisations pertinentes, en particulier la CDB et le Comité de l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) de l'OMC, afin de déterminer des domaines d'intérêt mutuel et de jeter des passerelles entre les différents comités. Le futur programme de travail se concentrera de plus en plus sur l'aide à apporter aux pays dans la mise en œuvre des dispositions de la CDB là où elles recoupent le travail de la Convention internationale sur la protection des végétaux, en particulier dans les domaines des organismes génétiquement modifiés (OGM), de la prévention des risques biotechnologiques et des espèces envahissantes.

La Commission provisoire sur les mesures phytosanitaires a adopté 5 nouvelles normes, notamment les normes d'analyse des risques parasitaires (c'est-à-dire l'évaluation des preuves scientifiques et économiques pour déterminer si et comment un parasite devait être réglementé), les normes des parasites en quarantaine, qui pour la première fois, incluent explicitement des dispositions spéciales sur la manière de traiter des incertitudes. Jusqu'ici, les normes d'analyse des risques se sont concentrées essentiellement sur les aspects scientifiques, en intégrant de manière implicite les incertitudes dans le contexte de la gestion des risques. Les délégués ont en outre convenu de développer des normes sur les espèces envahissantes, en collaboration avec le Secrétariat de la CDB, qui est actuellement en train d'établir des Principes directeurs pour la prévention, l'introduction et l'atténuation des impacts des espèces étrangères.

La réunion a également débattu du développement de normes supplémentaires pour prendre en compte spécifiquement les risques phytosanitaires des organismes vivants modifiés - OVM (c'est-à-dire des produits de la biotechnologie moderne). Les délégués ont convenu d'établir un Groupe de travail pour élaborer des spécifications détaillées pour ces normes et évaluer les liens avec des normes en vigueur dans la Convention internationale pour la protection des végétaux. Dans ce contexte, la Commission provisoire des mesures phytosanitaires collaborera étroitement avec le Secrétariat de la CDB et fournira l'information sur la Convention internationale sur la protection des végétaux aux réunions appropriées sur le Protocole de Carthagène relatif à la prévention des risques biotechnologiques à la CDB. Il est important de noter que la Convention internationale sur la protection des végétaux ne couvre les OVM que s'ils constituent des risques phytosanitaires, contrairement au Protocole de Carthagène qui réglemente le mouvement transfrontalières, le transit, la manipulation et l'utilisation de tous les OVM qui pourraient avoir des effets néfastes sur la diversité biologique et la santé des personnes.

Au titre de la Convention internationale sur la protection des végétaux, une fois qu'un OVM a été identifié comme parasite, on

(suite à la page 20)

### *Liens entre l'OMC et la CDB ... (suite de la page 19)*

applique la même approche technique que pour tous les parasites. Le travail futur s'attachera donc particulièrement à définir à quel moment les OMV deviennent des parasites, afin d'appuyer l'harmonisation de la réglementation. La Convention internationale sur la protection des végétaux vise « à permettre une action commune et efficace pour prévenir l'introduction et la propagation des parasites des végétaux et des produits végétaux et pour promouvoir des mesures appropriées en vue de leur contrôle. » Elle est reconnue par l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) comme l'organisation internationale responsable de l'établissement de normes phytosanitaires et de l'harmonisation des mesures phytosanitaires qui affectent le commerce.

Il est demandé aux Etats Membres de l'OMC de fonder leurs mesures phytosanitaires sur les normes (minimales), les directives ou les recommandations de la Convention internationale sur la protection des végétaux. En conséquence, les normes de la Convention internationale constituent des normes contraignantes au titre de l'Accord SPS, auxquelles tous les Etats Membres de l'OMC doivent adhérer, même s'ils ne sont pas Membres de la Convention internationale sur la protection des végétaux.

Les 2 autres organes internationaux, chargés de l'établissement de normes, reconnus dans l'Accord SPS sont la Commission du Codex Alimentarius pour la sécurité sanitaire des aliments et l'Office international des épizooties (OIE) pour la santé animale et les zoonoses.<sup>1</sup> La prochaine réunion de la Commission provisoire des mesures phytosanitaires est actuellement prévue du 18 au 22 mars 2002, coïncidant avec le 50<sup>ème</sup> anniversaire de la Convention internationale sur la protection des végétaux. Les documents de la réunion de la semaine dernière sont disponibles à : <http://www.fao.org/WAICENT/FAOINFO/AGRICULT/AGP/AGPP/PQ/Default.htm>.

<sup>1</sup> Maladies infectieuses des animaux vertébrés transmissibles à l'homme.

### **Organe subsidiaire de conseils scientifiques, techniques et technologiques-6 : les liens entre les espèces envahissantes, la biodiversité et les changements climatiques à l'ordre du jour**

Plus de 520 participants de 96 gouvernements, ainsi que d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales se sont réunis pour la 6<sup>ème</sup> session de l'Organe subsidiaire de conseils scientifiques, techniques et technologiques de la Convention sur la diversité biologique (CDB), à Montréal, au Canada, du 12 au 16 mars. Les questions suivantes ont été débattues : les espèces étrangères envahissantes, l'évaluation scientifique, l'Initiative de taxinomie globale, les changements climatiques, la biodiversité et les espèces migratoires.

### **Espèces étrangères envahissantes**

Les discussions sur les espèces étrangères envahissantes se sont concentrées sur quatre thèmes : approche intégrée; prévention, détection précoce et réaction aux incursions ; éradication, et atténuation des effets. Une des priorités clés dans ce domaine est l'harmonisation de la terminologie, essentielle pour toute activité conjointe, qui pourrait réorienter le travail de la CDB vers l'établissement de normes. Certains sont toutefois préoccupés de ce que ces

discussions puissent raviver les conflits entre le commerce et l'environnement qui ont affecté les négociations sur le Protocole de Carthagène relatif à la prévention des risques biotechnologiques, car l'importance croissante des normes dans le commerce international rend hautement politiques les délibérations scientifiques et techniques théoriquement « neutres ».

L'Organe subsidiaire a également réexaminé le projet de Principes directeurs pour la prévention, l'introduction et l'atténuation des impacts des espèces étrangères. Toutefois, en raison de contraintes de temps et de désaccords politiques, l'Organe subsidiaire-6 n'a pas été en mesure de résoudre les questions les plus litigieuses, notamment celle de l'approche de précaution, la question des « directives » contre les « principes », la responsabilité des Etats et les introductions délibérées, renvoyant ces questions à la Sixième Conférence des parties de la CDB, actuellement prévue pour avril 2002.

Les espèces étrangères envahissantes sont considérées comme la menace la plus importante en matière de perte de la diversité biologique après la destruction des habitats. « Dans le monde actuel fortement intégré, (...), il nous faut de toute urgence un système international plus efficace pour inverser l'invasion d'espèces non autochtones nuisibles, » a déclaré Klaus Töpfer, directeur exécutif du PNUE. On estime que les coûts économiques directes de l'invasion des espèces étrangères s'élèvent à plusieurs milliards de dollars par an, avec des herbes qui réduisent le rendement des cultures; des mauvaises herbes qui dégradent les zones de captation des eaux et les écosystèmes d'eau douce; des plantes étrangères qui sont introduites dans les zones sauvages et les naturelles; des parasites et des pathogènes des cultures, du bétail et des forêts qui réduisent les rendements et accroissent les coûts des contrôles; et les eaux rejetées par les cuves des bateaux et la pollution provenant des coques qui introduisent dans l'environnement marin des organismes aquatiques nuisibles.

### **Liens entre les changements climatiques et la biodiversité**

Un second Groupe de travail a traité des questions croisées relatives aux changements climatiques et à la biodiversité. Dans son discours liminaire, Robert Watson, président du Groupe intergouvernemental a mis l'accent sur les mutations potentielles résultant des changements climatiques qui auront un impact sur la biodiversité, notamment l'évolution de la configuration des précipitations et du niveau de la mer; les effets sur les systèmes hydrologiques, agricoles, physiques et écologiques; la composition des espèces ; et la fragmentation des habitats. De nombreux délégués se sont dits déçus du manque d'urgence et d'action en ce qui concerne les changements climatiques, particulièrement sur la décoloration des coraux et ont préconisé une recommandation à la Conférence des parties-6, qui a repris ses travaux en juillet, pour que des mesures urgentes soient prises en vue d'atténuer les impacts des changements climatiques. Plusieurs délégués ont également mis en évidence la nécessité d'évaluer les impacts de la perte de biodiversité sur les changements climatiques, et ont proposé l'évaluation de la perte biologique et des mesures d'atténuation.

Les recommandations de l'Organe subsidiaire-6 seront transmises à la Conférence des parties de la CDB qui doit se tenir à la Haye, au du 8 au 19 avril 2002. La prochaine réunion de l'Organe subsidiaire est prévue du 12 au 16 novembre 2001, à Montréal, au Canada.



## La révision de l'Engagement international de la FAO encore loin d'être achevée

La Sixième réunion d'intersession du Groupe de contact sur la Révision de l'Engagement international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture s'est tenue à Spoleto, en Italie du 23 au 28 avril. Alors que certains progrès ont été faits sur l'établissement d'une liste de cultures à inclure à l'Engagement international, les délégués n'ont pas été en mesure de se mettre d'accord sur un certain nombre des questions les plus litigieuses, notamment le champ d'application de l'Engagement international, le partage obligatoire des avantages commerciaux et les droits de propriété intellectuelle (DPI) pour les ressources phylogénétiques relevant du système multilatéral.

L'objectif de l'Engagement international est de garantir que les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture sont explorées, collectées, conservées, évaluées, utilisées et rendues disponibles pour la sélection végétale et à d'autres fins scientifiques.

### Certains progrès sur la liste des cultures couvertes par l'Engagement international

La question de savoir comment inclure les collections de ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture n'étant pas sous le contrôle des gouvernements nationaux au sein du système multilatéral (c'est-à-dire un système qui a pour vocation de faciliter l'accès et le partage des avantages) est restée une des plus prééminentes dans le contexte des discussions sur le champ d'application du système multilatéral (art. 11 ; la numérotation des articles repose sur la proposition de texte simplifié du Président, disponible à : <http://www.fao.org/waicent/faoinfo/agricult/cgrfa/docscg6.htm>).

Alors que des pays en développement continuaient à soutenir que l'Engagement international devait s'appliquer à toutes les collections de cultures listées dans l'Annexe I, d'autres mettaient en évidence le problème fondamental de l'application de telles conditions à des collections privées et autres ne relevant pas du contrôle. Certains progrès ont cependant été réalisés concernant la liste de cultures à inclure à l'Annexe I.

Après diverses propositions allant de 9 cultures à plus de 250, il y a eu un accord sur 30 cultures vivrières, avec un appui considérable exprimé pour 17 supplémentaires. Le sort réservé à la liste dépendra, toutefois, de l'accord concernant la question d'un champ d'application global contre un champ limité. Le texte de l'article 11 est resté inchangé et entre crochets.

### Pas d'accord sur le partage des avantages commerciaux

Les discussions sur le partage des avantages commerciaux (art. 13) pour les variétés améliorées et le matériel génétique développé à travers le recours aux ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le cadre du système multilatéral, dont l'accès est limité par des DPI, ont fait écho à celles de la réunion antérieure du Groupe de Contact à Neuchâtel, en Suisse, fin 2000.

L'accent a toutefois été transféré de l'application de DPI restrictives comme point de déclenchement pour la demande de contributions financières, à la question du choix entre un système obligatoire et un système volontaire, laissant ainsi la porte ouverte à

l'inclusion d'autres mécanismes de déclenchement possibles, tels que le profit commercial. Certains pays développés ont souligné les difficultés inhérentes à la surveillance du respect des engagements dans un système obligatoire, en préconisant une approche fondée sur l'honneur. Les pays en développement, par contre, ont mis l'accent sur la nécessité d'un partage des avantages obligatoire. Le texte a de nouveau été laissé inchangé.

### Brevetabilité des parties et composants génétiques non résolue

Concernant les restrictions relatives aux DPI qui restreignent la facilité d'accès aux ressources phylogénétiques pour l'agriculture dans le système multilatéral (Art. 12), les délégués se sont concentrés en particulier sur la question de savoir s'il fallait exclure « les parties et composants génétiques » du brevetage. Selon les pays en développement, les gènes isolés ou purifiés et leur matériel d'origine sont une seule et même chose et permettre des brevets sur les gènes isolés reviendrait à tolérer le « biopiratage » de manière implicite. Les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle Zélande ont fait part de leur désaccord à propos de l'inclusion d'une référence aux « parties et composants génétiques » dans le texte. Plusieurs délégués ont souligné les implications politiques significatives de la disposition pour d'autres organes, tels que l'OMC et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Le paragraphe a finalement été adopté, mais les « parties et composants génétiques » sont restés entre crochets.

### Perspectives d'avenir

De nombreux délégués étaient contrariés par la lenteur des négociations, et s'interrogeaient sur la volonté politique d'aborder les questions clés qui subsistent. D'autres se sont plaints du fait que les préoccupations des agriculteurs et la sécurité alimentaire aient été occultées par les intérêts politiques des Etats. Les négociations doivent se poursuivre lors d'une Session extraordinaire de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, du 24 au 30 juin. La Commission a pour but de finaliser et de convenir du texte de l'Engagement international à présenter à la 31<sup>ème</sup> Session de la Conférence de la FAO, en novembre 2001.

La révision de l'Engagement international en vue de son harmonisation avec la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique est en cours depuis 1993. Dans sa forme originale en tant qu'accord non-contraignant, datant de 1983, l'Engagement international reposait sur le principe selon lequel, de telles ressources seraient « préservées [...] et librement accessibles, au profit des générations présentes et futures » comme « héritage commun de l'humanité. » A ce jour, 113 pays ont adhéré à l'Engagement international.

## Le revirement de Bush sur les changements climatiques est fortement critiqué à travers le monde

Suite aux déclarations du Président Bush vers la mi mars annonçant le refus de son pays de mettre en œuvre le protocole de Kyoto, plusieurs pays et groupes de pays ont vigoureusement dénoncé les positions américaines. Le président Bush avait déclaré qu'il ne chercherait pas à imposer de réductions obligatoires d'émissions pour le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) aux centrales électriques américaines. Car selon lui l'imposition de plafonds d'émission pour le

(suite à la page 27)

## **Conflit sur les médicaments : la pression internationale a été déterminante**

39 laboratoires pharmaceutiques représentées par l'Association des fabricants de produits pharmaceutiques(PMA), estimant que l'Afrique du sud en votant une loi permettant l'accès aux médicaments génériques viole celle sur les brevets, avaient décidé d'initier un procès contre cet Etat. Objectif: faire déclarer anticonstitutionnelle la loi sud Africaine sur l'accès aux médicaments à des prix abordables. Partout, des voix se sont élevées pour fustiger l'attitude des firmes qui ont fini par retirer leur plainte. Chronique d'une affaire qui remonte en 1997.

Tout a commencé en 1997, quand, l'Etat sud Africain, en vertu des clauses de sauvegarde contenues dans l'Accord sur les Droits de Propriété Intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) conclu dans le cadre de l'Uruguay Round a promulgué une loi lui permettant la production et l'importation parallèle de médicaments génériques. Au titre de l'article 31 des ADPIC, l'octroi de licences obligatoires est autorisé en cas d'urgence nationale alors que l'article 6 du même Accord permet aux pays de décider par eux-mêmes comment traiter les importations parallèles

Mais, aux yeux de l'association des fabricants de produits pharmaceutiques, (PMA), porte-parole des 39 firmes plaignantes, «certaines parties de la Loi sud-africaine portant modification de celle relative au contrôle des médicaments et des substances connexes est anticonstitutionnelle, car elle accorde des pouvoirs exclusifs au Ministre de la Santé, viole selon les firmes, les règles de l'OMC et est discriminatoire à l'égard de l'industrie». Les compagnies s'opposent tout particulièrement à la disposition qui autoriserait le Ministre à «imposer des conditions à l'offre de médicaments à des prix plus abordables dans certaines circonstances » pour protéger la santé des populations.

Ce que l'industrie pharmaceutique craint, c'est qu'une fois les médicaments bon marché devenaient largement disponibles dans les pays pauvres, ils ne se retrouvent sur les marchés des pays développés. Les firmes se perçoivent ainsi comme « boucs émissaires » alors que les problèmes centraux, disent-elles, relèvent du manque de ressources, d'infrastructures et de l'absence de volonté politique. Et Phil Thompson, le porte parole de GlaxoSmithKline, une des industries plaignantes de déclarer à l'AFP «que la loi sud africaine permet au ministre sud-africain de la Santé de «nier tout brevet, sur tout médicament - et pas seulement contre le sida, sans aucune consultation».

GlaxoSmithKline rappelle en même temps, qu'elle a proposé, depuis 1997, des médicaments avec de fortes réductions de prix pour le traitement du Sida à l'Afrique du Sud, mais «le gouvernement sud africain n'avait jamais manifesté d'intérêt pour recevoir cette offre d'après le géant pharmaceutique Il fallait s'attendre à la réaction du mis en cause qui a soutenu que les médicaments avaient été proposés à des prix certes réduits, mais encore trop chers et non acceptables pour les pays en développement où des millions de personnes vivent avec le Sida. Rien qu'en Afrique du sud, 4,7 millions de personnes vivent avec le VIH.

### **Campagne des ONG**

Durant toute la procédure dans cette affaire, les ONG ,(Médecins

Sans Frontières, Oxfam, Act Up) et d'autres organisations ont appelé les industries à abandonner la poursuite et privilégier «la vie avant les profits». Ces organisations ont mené des campagnes et fait signer des pétitions à travers le monde via internet avant de s'adresser officiellement aux différentes firmes pour leur demander de retirer la plainte qui bloque l'application de la loi au moment où des milliers de personnes vont mourir de sida, faute de pouvoir accéder aux médicaments.

Dans la correspondance qu'elles ont adressée aux 39 firmes industrielles, MSF et Oxfam, expliquaient que «la capacité du gouvernement à fournir des traitements de long terme aux malades atteints du sida (un besoin urgent dans un pays où un adulte sur 5 est séropositif) est gravement remise en question par le coût élevé des médicaments en Afrique du Sud. De plus, il est indispensable d'améliorer l'accès aux médicaments essentiels pour d'autres pathologies très répandues dans ce pays comme le paludisme, la tuberculose ou d'autres maladies infectieuses

### **Soutien des organisations internationales**

De leur côté des organisations internationales comme l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) tout en affirmant leur neutralité, ont exprimé leur point de vue en déclarant appuyer fortement la législation Sud-africaine relative aux médicaments. Pour l'OMS, «les médicaments essentiels ne sont pas une marchandise ordinaire » a déclaré son Directeur général. « Nous appuyons l'Afrique du Sud et la nature de cette loi [qui cherche] à procurer des médicaments à un prix abordable à ses populations. », a-t-il ajouté

Le Parlement européen pour sa part a adopté une résolution appelant le réexamen actuel de l'Accord sur les ADPIC à garantir le droit des pays en développement à avoir accès aux médicaments vitaux les moins chers possibles, qu'il s'agisse de médicaments brevetés ou génériques. La résolution du Parlement européen a été prise après des semaines de débats publics sur la question de la distribution de produits pharmaceutiques dans les pays en développement.

Tout en demandant l'inclusion de l'accès aux médicaments essentiels au réexamen en cours de l'Accord sur les ADPIC, la résolution du Parlement européen a préconisé un système permettant aux pays en développement un accès équitable aux médicaments et aux vaccins à des prix abordables. Il fait part de sa solidarité et de son appui aux Gouvernements d'Afrique du Sud et du Kenya dans leur lutte pour le recours à une législation compatible avec les règles de l'OMC pour obtenir un accès aux médicaments vitaux les moins coûteux possibles. Le Parlement a demandé aux firmes pharmaceutiques qui ont attaqué en justice la Loi sud-africaine de cesser leurs poursuites.

Berlin, par la voix de son ministre de la Coopération et du Développement, avait de son côté, appelé les groupes pharmaceutiques à retirer leur plainte. Son argument est que l'Afrique du Sud doit prévenir une catastrophe nationale», a déclaré à l'AFP, la Ministre. La propagation de l'épidémie du sida constitue selon elle «une situation nationale d'urgence», situation qui justifie l'application de la clause d'exception prévue par les accords internationaux.

L'OMC perçue par certains dans ce conflit comme y ayant une influence en raison de ses règles sur la protection par les brevets telles qu'énoncées dans les ADPIC ne pouvait pas rester neutre. Ses officiels soulignent «bien que les ADPIC exigent des Membres qu'ils protègent les brevets (y compris pour les médicaments) pendant un délai de 20 ans, des mises en garde ont été introduites par les pays en développement au moment de la négociation de l'Accord. Allusion est faite à l'article 31.b qui prévoit les licences obligatoires «dans des situations d'urgence nationale ou dans d'autres situations d'urgence extrême ou en cas d'utilisation publique à des fins non commerciales».

Mike Moore, Directeur général de l'OMC, a insisté sur le fait qu'il était possible de conserver le système des brevets et d'accorder aux pays pauvres l'accès à des médicaments à faibles prix à travers un système de fixation des prix différenciés ou à plusieurs niveaux par les firmes pharmaceutiques.

### Les firmes reculent

Dans une première réaction aux critiques venant de toute part leur reprochant de favoriser la protection conférée par des brevets industriels au détriment de la vie des personnes, de nombreuses firmes pharmaceutiques ont annoncé leur volonté de vendre les médicaments servant au traitement des personnes vivant avec le VIH/Sida aux pays en développement, à des prix abordables. La plus récente de ces annonces émanait de Bristol-Myers Squibb qui se disait prêt à fournir ses médicaments brevetés pour le traitement du Sida Videx et Zerit à moins d'un dollar US par jour. Ceci fait suite à des appels publics similaires fait par les firmes pharmaceutiques comme GlaxoSmithKline et Merck.

Toutefois, la plupart de ceux qui participent activement à la lutte contre les firmes pharmaceutiques déclarent que ces firmes sont simplement en train de tenter de détourner l'attention du public et qu'elles ne proposent pas réellement de solutions à long terme au problème d'accès.

Mais, finalement, l'appel au retrait de la plainte a été entendu, car, l'Afrique du Sud et les laboratoires sont parvenus à un accord à l'amiable qui «satisfait à la fois les objectifs du gouvernement sud-africain et ceux de l'industrie pharmaceutique. Selon cette dernière citée par l'AFP, cet accord assure que, grâce à une forte protection de la propriété intellectuelle (en cohérence avec les accords internationaux), la recherche de nouveaux traitements va se poursuivre avec la même intensité.

GlaxoSmithKline a affirmé dans un communiqué, avoir obtenu du gouvernement sud-africain, l'assurance que sa loi sur les médicaments génériques ne contreviendrait pas aux règles internationales sur les brevets. Le gouvernement sud-africain s'est de sa part, engagé à consulter l'industrie (pharmaceutique) sur les règlements d'application de sa loi, explique le même communiqué de GlaxoSmithKline qui a réitéré son offre de vendre les médicaments anti-sida à des prix bradés en Afrique du Sud. Se faisant l'écho de Glaxo, presque toutes les autres firmes plaignantes se déclarées satisfaites de l'accord intervenu.

### Réactions de l'OMC et de l'OMS

Les réactions de l'OMS et de l'OMC n'ont pas tardé. L'OMS a affirmé dans un communiqué que «l'accord trouvé devrait main-

tenant permettre au gouvernement sud-africain, aux organisations non gouvernementales et aux laboratoires eux mêmes d'investir leurs énergies dans la mise en place des éléments-clés de la politique gouvernementale de lutte contre le sida, y compris la fabrication des médicaments génériques». Elle se dit disposée à assister le gouvernement sud-africain dans ce processus. Cependant, précise t'elle, l'accès aux médicaments de base, y compris ceux contre le sida, requiert trois éléments: des prix bas sur la durée, un accroissement substantiel des subventions nationales et internationales, et enfin des engagements et des actions concrètes pour bâtir un véritable système de santé.

Quant à l'OMC, elle a exprimé sa satisfaction et son directeur général Mike Moore, s'est félicité de l'accord estimant qu'il démontre que les ADPIC contiennent la souplesse nécessaire pour répondre aux besoins de santé des pays en développement et peuvent être utilisés comme base pour résoudre des questions difficiles concernant l'accès aux traitements essentiels.

L'OMS et l'OMC qui ont tenu un atelier sur l'accès des médicaments essentiels pour les pays en voie de développement ont dégagé des pistes de solutions (voir article Atelier OMS/OMC ci-dessous).

### Atelier de l'OMS et l'OMC sur les produits pharmaceutiques : fixation différenciée des prix et financement de la santé dans les pays en développement

Un groupe de 80 experts de pays industriels et de pays en développement s'est réuni du 8 au 11 avril pour un atelier OMC/OMS sur les médicaments à prix réduits, à Høsbjør, en Norvège. Les discussions ont porté en particulier sur la fixation différenciée des prix et l'accroissement du financement externe pour garantir l'accès des pays pauvres à des médicaments à des prix abordables et à des soins de santé adéquats.

### Large appui à la fixation différenciée des prix

Les participants ont généralement convenu que la fixation différenciée des prix – c'est-à-dire le fait pour les compagnies d'adapter les prix qu'elles demandent pour un produit au pouvoir d'achat des différents marchés – constituait un moyen acceptable de rendre les médicaments essentiels plus abordables pour les pays pauvres. «Elle devrait jouer un rôle important pour garantir l'accès aux médicaments essentiels existants à des prix abordables... tout en permettant au système des brevets de continuer à jouer son rôle pour stimuler la recherche et le développement (R & D) de nouveaux médicaments», a déclaré Adrian Otten, du Secrétariat de l'OMC. Selon Gro Harlem Brundtland, Directeur général de l'OMS, l'expérience a montré que la fixation différenciée des prix pouvait mener à des prix de 1 à 10 pour cent inférieurs à ceux appliqués sur les marchés des pays à revenus élevés.

Deux questions ont été soulevées dans ce contexte, à savoir comment garantir que les médicaments à prix réduits sur les marchés des pays pauvres ne soient pas revendus dans les pays riches et que les produits à des prix réduits dans les pays pauvres ne servent pas à concurrencer les produits dans les pays industrialisés. Les options de stratégies proposées pour la mise en œuvre de la fixation différenciée des prix durant l'atelier étaient: la création de bonnes

(suite à la page 24)

## Conflit sur les médicaments: échec retentissant, le retrait des labos n'ouvre pas la voie aux copies de médicaments

Philippe COSTE \*

Echec tactique retentissant, le retrait de la plainte des 39 géants de l'industrie pharmaceutique - qui voulaient empêcher le gouvernement sud-africain de commercialiser à bas prix leurs traitements anti-sida - n'ouvre pas forcément en grande la voie aux copies de médicaments.

Avec 10% de sa population frappée par le virus du sida -un record mondial- l'Afrique du sud était le pays qui pouvait le moins bien passer pour le méchant de l'histoire. Il est probable que les plaignants s'en sont rendu compte -tardivement- et ont fini par mesurer les dégâts que ce procès pouvait infliger à leur image de marque. Un aspect qui dû a largement peser dans leur décision. Mais il est également vraisemblable que de savants calculs ont été faits au cours des récentes semaines et que les capitaines de cette industrie ont réalisé que le vieil adage en vigueur depuis des lustres dans le commerce - « un flot de perte dans un océan de profits » - pouvait aussi s'appliquer à l'Afrique.

En clair, les labos ont mesuré que les coquets profits réalisés dans le monde développé -qui compte à peine 10% des malades- pouvaient permettre de baisser considérablement le prix de leurs produits dans les pays du sud, l'idée étant, au pire, de faire une opération blanche, au mieux de faire quand même des bénéfices, en tablant moins sur les prix de vente que sur le nombre des malades.

Sur le marché des médicaments, l'Afrique ne représente que 1,3% des ventes, soit 3,5 milliards de dollars, contre 100 milliards pour l'Europe, et 169 pour l'Amérique du nord.

Pour conquérir des marchés africains totalement démunis, les grands laboratoires ont parfois consenti des baisses de prix considérables. «De 30% en 1993, puis à nouveau de 40% en 1996», précise Robert Lefebvre, un des directeurs de Bristol Myers Squibb (BMS). Mais même avec des baisses aussi fortes, les pays africains qui ne peuvent -et parfois ne veulent pas- consacrer à la santé de leurs citoyens plus de deux ou trois dollars par an et par habitant, ont été jusqu'à présent bien en peine de s'offrir les précieux traitements.

Pour contrer l'arrivée de copies de molécules, des «génériques», les laboratoires ont parfois utilisé les grands moyens. Outre les plaintes comme celle dont faisait l'objet l'Afrique du sud -et celle qui vise encore le Brésil- les labos ne se sont pas privés d'exercer ou de faire exercer des pressions économiques. L'article 301 de la loi américaine de 1988 sur le commerce a déjà été utilisé contre plus de 30 pays afin de protéger des compagnies américaines et d'infliger des sanctions commerciales aux «contrevenants» à cette loi. Selon les organisateurs du sommet sur l'accès aux médicaments qui se tiendra début mai à Ouagadougou (Burkina Faso), l'Inde, l'Argentine, le Brésil et l'Egypte en ont été les premières cibles.

Plus brutalement, la Thaïlande et la République Dominicaine ont été instamment invitées à limiter le nombre de leurs copies de médicaments. Faute de quoi, leurs exportations vers les Etats-Unis seraient drastiquement revues à la baisse.

Pourtant, l'offensive des pays désireux d'utiliser des copies n'a pas eu que des effets négatifs. Dans les pays où ils ont pignon sur rue, comme le Brésil, l'arrivée des génériques a forcé les labos à aligner leurs prix sur les copies : l'AZT qui valait 0,56 dollar la boîte au Brésil en 1996, est tombé à 0,18 dollar cette année, selon les statistiques brésiliennes.

Grâce à sa loi sur les copies, qui lui permet de copier un médicament dans les trois ans suivant le dépôt du brevet s'il n'est pas fabriqué sur place, le Brésil a réussi à diminuer de 80% le prix de certains traitements contre le sida. Et à réduire de moitié les décès liés à cette maladie.

*Atelier de l'OMS et l'OMC sur les produits ... (suite de la page 23)*

conditions pour que le marché détermine la fixation différenciée des prix; des réductions négociées bilatéralement entre les compagnies et les acheteurs; des licences convenues volontairement entre les détenteurs de brevets et les fabricants de génériques; et des systèmes globaux d'achat et de distribution.

### **Sans financements supplémentaires la baisse des prix est insuffisante**

Il y a eu un large accord sur le fait que la baisse des prix des médicaments essentiels ne donnait aucune garantie que les populations des pays pauvres seraient effectivement en mesure de payer et d'obtenir les médicaments nécessaires. Nombre des participants ont préconisé des appuis financiers extérieurs significatifs et soutenus non seulement pour l'achat de médicaments, mais aussi pour aider au développement de systèmes efficaces de soins de santé, notamment la formation, l'éducation et la prestation de soins. Pour parvenir à une solution « équilibrée », Brundtland a proposé l'établissement d'un nouveau fonds international pour la santé qui « donnera une prééminence politique aux questions prioritaires de santé, notamment au VIH/Sida - et qui soit une réponse tangible aux engagements antérieurs souscrits par la communauté internationale pour mobiliser plus de fonds. »

### **Droits de propriété intellectuelle et ADPIC**

Les participants ont également abordé la question des droits de propriété intellectuelle et les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC). Ils ont considéré que la protection effective de la propriété intellectuelle fournissait d'importantes incitations pour la recherche et le développement de nouveaux médicaments, mais ont également souligné que les pays devaient être en mesure d'avoir recours aux sauvegardes de santé publique incorporées dans l'Accord sur les ADPIC, telles que les licences obligatoires (qui permettent d'autoriser dans certains cas, l'utilisation d'un brevet sans le consentement du détenteur du brevet) et les importations parallèles (c'est-à-dire, en permettant aux gouvernements d'obtenir un médicament breveté à un prix plus abordable auprès de fournisseurs étrangers plutôt qu'auprès de la filiale locale du fabricant). L'OMC et tout particulièrement son Accord sur les

\* **Philippe COSTE** : AFP (Agence France Presse)

ADPIC, ont récemment été accusés d'entraver l'accès des pays pauvres aux médicaments essentiels, par la protection des brevets pharmaceutiques.

### **Déception des ONG à propos de l'absence de progrès**

Dans une déclaration conjointe des ONG, Médecins sans Frontières, Oxfam, Treatment Action Group, Health Action International, et Consumer Project on Technology ont fait part de leur déception à propos du fait « qu'il n'y a eu aucun progrès réel pour baisser les prix des médicaments essentiels dans les pays en développement. » Ils ont reproché aux firmes pharmaceutiques de ne pas dévoiler leurs plans pour la mise en œuvre effective de la fixation différenciée des prix pour leurs médicaments après deux jours et demi de discussions durant l'atelier.

Tout en voyant la fixation différenciée des prix comme un « outil important pour aider à accroître l'accès aux médicaments à des prix abordables », ils ont indiqué que seule une combinaison de stratégies complémentaires pourrait réussir à réduire les prix des médicaments de manière significative. Ils ont également préconisé une nouvelle convention globale sur la recherche et le développement, afin de « créer de nouveaux mécanismes pour stimuler le financement global de la R & D de manière à promouvoir l'accès aux médicaments et la prise en compte des besoins de santé, en encourageant la recherche sur des maladies négligées.

### **Le Brésil crée des remous à propos des médicaments pour le traitement du SIDA**

Le Brésil, dont les lois sur les brevets ont été contestées à l'OMC par les Etats-Unis va probablement devenir, à présent, le point de mire de la campagne pour l'accès des pays en développement aux médicaments essentiels. « Le Brésil pourrait devenir le prochain pays à devoir se battre pour son droit à prendre soin de ses malades et ses mourants, contre l'industrie pharmaceutique, appuyée par le gouvernement américain, » a averti Justin Forsyth d'Oxfam.

Ce pays - qui a réussi à diviser par deux son taux de mortalité liée au SIDA et qui a réduit de manière spectaculaire le nombre de personnes confinées dans les hôpitaux, en fabriquant des copies génériques à prix réduit de certains médicaments et en achetant d'autres à l'Inde - est fréquemment cité en exemple dans les pays en développement

La Commission des droits de l'homme des Nations Unies a, le 23 avril, exprimé son appui aux efforts du Brésil dans la lutte contre le SIDA à l'aide de « variétés génériques ». Par un vote non-contrainant, 52 des 53 pays de la Commission ont appuyé la résolution brésilienne appelant tous les Etats à promouvoir l'accès aux médicaments pour le traitement du SIDA.

Les Etats-Unis se sont abstenus, en qualifiant la résolution de « document erroné sur la santé », n'ayant aucun rapport avec les droits de l'homme. Selon Federico Mayer, de la mission brésilienne à Genève, « Nous sommes très heureux de ce résultat. Nous avons un programme qui a donné de très bons résultats contre le SIDA et ceci aidera à montrer au monde ce qui peut être réalisé. » Des responsables américains ont estimé que la résolution faisait partie d'une tentative brésilienne visant à combattre la contestation américaine à l'OMC, dans une autre instance. Le Groupe spécial de l'OMC doit publier sa décision en septembre.

### **Impulsion à l'assistance technique lors de la préparation de PMA-III à l'OMC**

Réunis le 9 avril pour la 24<sup>ème</sup> session du Sous-Comité des pays les moins avancés (PMA), les Membres de l'OMC ont poursuivi leur travail sur la préparation de contributions à la troisième Conférence des Nations Unies sur le développement durable des PMA (PMA-III) et examiné les progrès réalisés concernant l'assistance technique pour l'intégration du commerce aux stratégies de réduction de la pauvreté des PMA.

La contribution de cinq présentations de l'OMC à la Conférence PMA-III – prévue du 14 au 20 mai à Bruxelles, en Belgique – doit encore être confirmée par les délégations, mais des sources indiquent qu'il ne s'agit plus qu'une simple formalité.

Les contributions comprennent un rapport de situation sur le Cadre intégré pour l'assistance technique touchant au commerce en faveur des PMA, et des présentations sur les conditions d'accès aux marchés pour les PMA, la situation de l'admission des PMA à l'OMC, et l'intégration institutionnelle des PMA au système commercial multilatéral.

Il est prévu que les présentations seront disponibles sur le site web de l'OMC (<http://docsonline.wto.org>), une fois qu'elles seront approuvées par les Membres.

Le Cadre intégré cherche à accroître les avantages que les PMA tirent de l'assistance technique touchant au commerce, qui leur est offerte par les six agences intervenant dans la conception du Cadre intégré — FMI, Banque mondiale, Centre du commerce international (CCI), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Programme de développement des Nations Unies (PNUD), et l'OMC – ainsi que par d'autres sources multilatérales, régionales et bilatérales. Selon l'OMC, le Cadre intégré vise à aider les PMA à accroître leurs opportunités commerciales, à répondre aux demandes du marché et à intégrer le système commercial multilatéral.

### **4,5 millions de dollars US déjà réservés au Cadre intégré**

De plus, lors de la réunion du Sous-Comité, les Membres ont examiné un rapport du Président du Comité directeur du Cadre intégré, l'Ambassadeur Henrik Rée Iverson (Danemark) sur la première réunion de ce Comité. Iverson a indiqué que jusqu'ici, une contribution de 4,5 millions de dollars US avait été annoncée par la Suède, le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège, le Royaume Uni, le PNUD, et la Banque mondiale en faveur d'un Fonds spécial du Cadre intégré.

Selon Iverson, les fonds seraient utilisés pour démarrer une « phase pilote » au cours de laquelle trois PMA seraient choisis pour recevoir une assistance technique touchant au commerce dans les domaines de leur choix.

Il est prévu que les trois pays bénéficiaires seraient choisis à la suite d'une réunion regroupant un certain nombre de pays candidats le 17 avril. Selon des sources, la sélection se fera sur la base de critères définis par la Banque mondiale, qui prend en compte des facteurs tels que l'attachement des pays à intégrer la politique commerciale aux stratégies de développement.

(suite à la page 26)

*Impulsion à l'assistance technique... (suite de la page 25)*

### Un texte pour la PMA-III transmet un texte à Bruxelles

Les négociations préparatoires sur un programme d'action pour PMA-III s'est achevée à New York, le 6 avril, préparant le terrain pour le texte qui doit être finalisé et adopté à Bruxelles, en mai. Alors que les délégués étaient presque entièrement d'accord sur la constitution de capacités humaines et institutionnelles, la réduction de la vulnérabilité et la protection de l'environnement, le Secrétaire exécutif de PMA-III, John Cuddy a indiqué qu'il restait « quelques questions fondamentales » sur la gouvernance et les ressources financières. Il y a eu un « accord substantiel » sur le renforcement du rôle du commerce dans le développement, a-t-il déclaré.

La réunion du Sous-Comité des PMA a été précédée d'une brève réunion du Comité du commerce et du développement, lors de laquelle les Membres ont choisi l'Ambassadeur Simon Fuller (Royaume Uni) comme nouveau président du Sous-Comité. La prochaine session normale du Comité du commerce et du développement est fixée au 22 mai.

### Brèves

**Proposition de zone commerciale nord-africaine à 4:** Lors d'une récente conférence jordano-égyptienne sur l'investissement, à Amman, le Ministre jordanien du Commerce et de l'industrie, Wassef Ayar, a annoncé une proposition égyptienne d'établissement d'une zone de libre échange à 4, en Afrique du Nord. Le Ministre a déclaré : « Nous avons reçu une invitation de l'Egypte pour former une zone de libre échange entre la Jordanie, l'Egypte, la Tunisie et le Maroc. » Il a ajouté que le projet favoriserait la position économique de chaque pays et rehausserait l'investissement entre eux tout en renforçant leurs liens avec l'Union européenne et a noté que l'Egypte, la Jordanie, la Tunisie et le Maroc étaient actuellement déjà liés à l'Europe par un accord de partenariat. La Conférence avait pour but d'aider les représentants du commerce à explorer les domaines de partenariat dans les secteurs de la technologie et des produits pharmaceutiques.

**Une firme privée pour aider le Nigeria dans l'élaboration de la politique commerciale :** Manchester Trade Ltd. – un bureau d'études commerciales basé à Washington - a été recruté par le Ministère fédéral du Commerce du Gouvernement du Nigeria, pour les deux prochaines années, en vue de développer et d'aider à la mise en œuvre d'une Stratégie de développement des exportations et de la politique commerciale du Nigéria.

Selon un communiqué de presse de la firme, la stratégie politique se penchera initialement sur les exportations pouvant bénéficier de l'admission en franchise aux Etats-Unis, au titre de la Loi sur la Croissance et les opportunités en Afrique 2000 (*Africa Growth & Opportunity Act – AGOA*), pour y inclure les vêtements, les textiles et d'autres biens, et aidera également les initiatives d'exportation nigérianes dans d'autres marchés d'Afrique, d'Asie et d'Europe. Le cabinet d'études aide d'autres firmes et d'autres gouvernements à « positionner leurs produits et services pour tirer le maximum d'avantages du libre échange équitable. »

**Les fermiers indiens préconisent le retrait de l'agriculture de l'OMC:** La Coordination nationale indienne du mouvement des

agriculteurs a fait le siège du Parlement indien, [la semaine dernière], pour demander au gouvernement de retirer l'agriculture du « marché inéquitable » de l'OMC. Le Mouvement soutient que cinq années de libéralisation ont porté un grand coup à l'agriculture et aux fermiers indiens.

Dans une résolution adressée au Président, le Mouvement déclarait « les Accords du GATT et du Cycle d'Uruguay ont fonctionné principalement pour forcer l'ouverture des marchés, au profit des entreprises transnationales et au détriment des économies locales, de la santé et de la sécurité des travailleurs, de la protection de l'environnement et des espèces animales. » Le Mouvement a également critiqué les subventions et les obstacles aux importations imposés par les pays développés comme moyen de poursuivre « le commerce déloyal ».

*Le revirement de Bush sur les changements... (suite de la page 21)*

CO<sub>2</sub> entraînerait un abandon du charbon pour le gaz naturel, ce qui provoquerait une hausse du prix de l'électricité. Il a également réaffirmé son opposition au Protocole de Kyoto, le traité international conçu pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de 5,2% d'ici 2012. « Je m'oppose au Protocole de Kyoto, parce qu'il exempt 80% des populations à travers le monde, notamment les grands centres urbains telles que ceux de la Chine et de l'Inde, du respect des obligations et causerait des dommages sérieux à l'économie américaine, » écrivait-il. Bush a en outre fait référence « à l'état incomplet de la connaissance scientifique des causes du réchauffement de la terre et des solutions à y apporter. »

Les Etats-Unis ont réaffirmé leur opposition au Protocole de Kyoto, lors des consultations informelles sur les changements climatiques menées les 20 et 21 avril, à New York. Tout en exprimant leur soutien à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCCC) comme cadre d'efforts volontaires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, les Etats-Unis ont réaffirmé leur opposition au Protocole de Kyoto. Les Etats-Unis ont fait savoir que la nouvelle administration entreprenait actuellement, sur la question, au niveau du cabinet, un réexamen des politiques qu'il présentera à la reprise de la Sixième Conférence des Parties, en juillet.

### De fortes critiques à travers le monde

Dans une lettre conjointe adressée au Président américain, R. Prodi, Président de la Commission européenne et G. Persson, Premier Ministre suédois qui présidait le Sommet de l'UE à Stockholm, avaient déclaré que les Etats-Unis et l'UE « devaient de toute urgence » poursuivre les pourparlers sur les changements climatiques après l'échec de la dernière série de négociations à la Haye, en novembre de l'an passé 2000. Ils ont également mis l'accent sur « l'importance globale et à long terme des changements climatiques et la nécessité d'efforts conjoints de tous les pays industriels dans ce domaine est une partie intégrante et importante des relations entre les Etats-Unis et l'UE. ». Des critiques sont également venues de la France, de l'Allemagne et du Japon. Le Secrétariat de la CCCC (Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques) s'est également joint à ces critiques. Défendant les pays en développement, Michael Cutajar, Secrétaire exécutif de la Convention cadre sur les changements climatiques a mis en évidence les émissions de CO<sub>2</sub> par tête beaucoup plus élevées dans le Nord qu'au Sud. « L'équité veut que les pays développés agissent en premier pour limiter les émissions, » a-t-il déclaré.



Lors des consultations informelles sur les changements climatiques menées les 20 et 21 avril, à New York, tous les pays assistant à la réunion – notamment l'UE, le Canada, la Nouvelle Zélande, le Japon, l'Australie et plusieurs pays en développement – ont exprimé leur appui au Protocole et appelé les Etats-Unis à revenir à la table de négociation. Selon Jan Pronk, Président des pourparlers en cours sur les changements climatiques, les consultations n'ont pas donné de résultats importants et substantiels. Certains participants ont aussi exprimé leur déception devant l'absence de progrès. D'autres consultations informelles auront probablement lieu du 21 au 23 mai, à Stockholm, à l'occasion de la Conférence Diplomatique pour la signature de la Convention sur polluants organiques persistants.

### **Le Président américain démantèle d'autres mesures environnementales clés de Clinton**

La volte-face de Bush sur les changements climatiques est perçue par certains comme relevant du démantèlement d'une série de mesures et de réglementations environnementales prises par l'administration Clinton durant ses derniers jours en fonction. Au début de la semaine passée, l'EPA a différé la mise en œuvre d'une norme, en suspens, relative à l'arsenic qui aurait réduit la quantité d'arsenic autorisée dans l'eau potable de 50 à 10 parts pour un milliard. Le Ministère américain de l'intérieur a également annoncé la suspension d'une réglementation visant à durcir les normes environnementales pour l'extraction de l'or, de l'argent et de l'uranium sur des terres publiques. Parmi d'autres mesures récentes figurent la suspension d'une mesure prise par Clinton visant à interdire de nouvelles routes sur près de 60 millions d'acres de zones forestières américaines, ainsi que l'intensification de la campagne de forage dans les réserves naturelles nationales de l'Arctique.

#### **Editorial... (suite de la page 1)**

devait être consacré par l'OMC et par les « majors » de cette organisation à retrouver la confiance perdue des membres. Il a été finalement consacré à convaincre les plus réticents à accepter un nouveau cycle élargi. Tant pis pour la confiance.

Tout indique donc qu'un nouveau cycle se dessine à l'horizon. Même des pays tel que l'Egypte qui avait mis tout son effort dans la recherche d'une révision de certains accords, et pour obtenir des concessions dans les discussions sur la mise en œuvre a finalement rejoint l'Afrique du Sud et a accepté le principe d'un nouveau cycle. Ce revirement aura des conséquences sur la stratégie du groupe africain pour Doha et après Doha. La pire des situations serait que le continent aborde ses échéances divisé.

Le groupe africain n'aura le choix que de débattre de l'étendue d'un nouveau cycle, et de l'intégration des priorités africaines (révision de certains accords, mise en œuvre, ...).

L'Afrique devrait pourtant s'interroger sur la « contrepartie » qu'elle exigerait de l'OMC et de ses membres les plus influents pour son acceptation éventuelle d'une nouvelle série de négociations. Cette contrepartie ne devrait pas se limiter à de vagues promesses sur l'assistance technique et le renforcement des capacités. Elle devrait comporter une remise à plat complète des accords passés, des concessions substantielles sur l'accès aux marchés, les MIC, la propriété intellectuelle, le transfert des technologies... Mais aussi des garanties pour un appui à long terme au développement.

## **PASSERELLES**

entre le commerce et le développement durable

### **BRIDGES/PASSERELLES/PUENTES/BRÜCKEN**

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ICTSD et ses partenaires remercient la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation pour l'appui qu'elle fournit à la publication de Passerelles et de Puentes.



enda tiers-monde

*PASSERELLES entre le commerce et le développement durable* est publiée tous les deux mois par ENDA Tiers - Monde et ICTSD.

Secrétaire Exécutif: Jacques Bugnicourt.

Secrétaire Exécutif à l'International: Youba Sokona.

Responsable de publication:

Taoufik Ben Abdallah

Rédaction: Awa Thiaw, Seynabou Mbodj

Diffusion: Sata Tall

Adresse: B.P. 3370 Dakar, Sénégal

Tél: (221) 821-70-37

Fax: (221) 822-2695

E-mail: syspro2@enda.sn

Web: <http://www.enda.sn>



*BRIDGES Between Trade and Sustainable development* est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif: Ricardo Meléndez-Ortiz

Rédaction: Anja Halle

Tél: (41-22) 917-8492

Fax: (41-22) 917-8093

E-mail: [ictsd@ictsd.ch](mailto:ictsd@ictsd.ch)

Web: <http://www.ictsd.org>



*PUENTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible*, l'édition Latino-américaine de *BRIDGES*, est publiée tous les deux mois en collaboration avec Fundación Futuro Latinoamericano.

Coordinateur: Nicolas Lucas

Rédaction: Mariá Amparo Albán

Téléfax: (593-2) 920 635 / 920 636

E-mail: [flla@interactive.net.ec](mailto:flla@interactive.net.ec)



*BRÜCKEN zwischen Handel und zukunftsfähiger Entwicklung*, l'édition allemande de *BRIDGES* est publiée tous les deux mois en collaboration avec Germanwatch.

Coordinateur: Rainer Engels

Rédaction: Martina Schaub

Tél: (49-228) 60492-0

Fax: (49-228) 60492-19

E-mail: [tradewatch@germanwatch.org](mailto:tradewatch@germanwatch.org)

Web: <http://www.germanwatch.org>

Les opinions exprimées dans les articles signés de *PASSERELLES*, *BRIDGES*, *PUENTES* et *BRÜCKEN* sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ENDA, d'ICTSD, de la Fundación Futuro Latinoamericano et de GERMANWATCH. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial à condition d'en citer l'origine et les auteurs.

### **BRIDGES Weekly Trade News Digest**

Pour vous abonner au bulletin hebdomadaire de l'ICTSD sur le commerce, l'environnement et le développement, envoyez un courrier électronique à: [listserv@iatp.org](mailto:listserv@iatp.org). Ne remplissez pas la ligne objet. Dans le corps du texte, écrivez: subscribe bridges. La revue est aussi disponible sur le site internet de l'ICTSD. Pour l'obtenir par fax ou par courrier électronique, contactez ICTSD.

## Réunions de mai à juin

14-20 mai	Troisième Conférence des Nations Unies sur les Pays les Moins Avancés. Bruxelles, Belgique. Contact : Bureau du coordinateur spécial pour les PMA, CNUCED, Tél : 41-22-907-5893, Fax : 41-22-907-00-46, <a href="http://www.unctad.org/en/subsites/ldcs/document.htm">http://www.unctad.org/en/subsites/ldcs/document.htm</a> .
16-18 mai	Développement durable et nouvelle économie. OCDE. La Villette, Paris. <a href="http://www.oecd.org/index-fr.htm">http://www.oecd.org/index-fr.htm</a> .
18 mai	Réunion du Conseil du commerce sur les services de l'OMC.
22 mai	Réunion du Comité sur le commerce et le développement de l'OMC.
24 mai	Réunions de Africa Trade Network et de Third World Network des organisations non gouvernementales ouest africaine.
28-30 mai	Réunion de l'Organe de suivi des Textiles.
28 mai-2juin	30 <sup>th</sup> Session of the International Tropical Timber Council. Yaoundé, Cameroun. Contact : International Tropical Timber Organisation (ITTO), Yokohama, Japon, Tél : 81-45-223-1110, Fax : 81-45-223-1111, <a href="http://www.itto.or.jp">http://www.itto.or.jp</a> .
11-15 juin	International Scientific Seminar of Plant Protection : Pest and Diseases in Banana and Plantains, Current situations and Challenges for the New Century Varadero, Cuba. <a href="http://www.inibap.org/actualities">http://www.inibap.org/actualities</a> .
18-22 juin	Réunion du Conseil du Commerce sur les Aspects des Droits de Propriétés Intellectuelles de l'OMC.
27-29 juin	Partnerships and Social Responsibility in the New Economy. Copenhagen, Danemark. Contact : Niels Hojensgard, The Copenhagen Centre, Tél: 45-3392-9245, E-mail : <a href="mailto:dpnih@sm.dk">dpnih@sm.dk</a> .
11-22 juin	First Substantive Session of the Forum on Forests. New York, USA. Contact : Secretariat Intergovernmental Forum on Forests, Division of Sustainable Development, UN DESA, Tél : 1-212-963-6208, E-mail : <a href="mailto:barsk-rundquist@un.org">barsk-rundquist@un.org</a> .
26-29 juin	Réunion du Comité de l'Agriculture de l'OMC.
27-28 juin	Réunion du Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC.
28-29 juin	Réunion du Comité sur les barrières tarifaires et non tarifaires de l'OMC.
2-3 juillet	Réunion du Comité sur les accords régionaux de l'OMC.
10-11 juillet	Réunion du Comité sur les Règles Sanitaires et Phytosanitaires de l'OMC.
12-13 juillet	Réunion du Conseil du Commerce sur les Services de l'OMC.

## Publications et Ressources

Banque Africaine de Développement( BAD). 2000. L'Afrique : Réformes et croissance. Paris, Centre de développement de l'Organisation de Coopération et de Développement

Coalition Mondiale pour l'Afrique. 2000-2001. Rapport Annuel : Tendances économiques et sociales – Démocraties certes encore fragiles, mais les libertés fondamentales sont en expansion à travers le continent. CMA. Washington D.C. <http://www.gca-cma.org>

Dr. Moses Tekere. 2000. Export Development and Export-led Growth Strategies : Export Processing Zones and the Strengthening of Sustainable Human development (SHD). Trade and Development Studies Centre Trust (Trades Centre). Zimbabwe

Dr. Yash Tandon. 2000. The Role of Foreign Direct Investment in Africa's Human Development. SEATINI/International South Group Network (ISGN)

Hesham Youssef. 2000. Special and Differential Treatment for Developing Countries in GATT/WTO : new african perspectives. Ministry of Foreign Affairs. Egypt

Institut Nord-Sud. 2000. Réformer le Système Financier mondial : pourquoi, comment et quand ?. Ottawa

Institute for Policy Studies (IPS). 2001. Global Perspectives : A Media Guide to Foreign Policy Experts. IPS. <http://www.ips-dc.org>

Isabelle Mamaty. 2000. The WTO : Agreement on Agriculture : Options to Support Food Security in Sub-Saharan Africa. FAO

Jean-Luc Senou. 2000. Le commerce intra-régional et le processus d'intégration en Afrique. West African Economic and Monetary Union (WAEMU)

Kate Hampton. 2000. Banking on Climate Change : how public finance for fossil fuel projects is short changing clean development. The Sustainable Energy and Economy Network. Institute for Policy Studies, Transnational Institute. Washington

Moussa Kola Cisse. 2000. Energie : le marché des émissions de gaz à effet de serre et le système commercial multilatéral : une perspective en Afrique. Enda Tiers-Monde. Dakar, Sénégal

Ndiaga Gueye. 2000. Commerce International et Gestion Durable des Ressources Maritimes : le cas du Sénégal. Direction de l'Océanographie et des Pêches Maritimes. Sénégal

P. Mimbimi Esono. 2000. Commerce International et Gestion Durable des Ressources Forestières : le cas du Cameroun. National Working Group on Sustainable Forest Management and Certification

Prof. Johnson Ekpere. 2000. TRIPS, biodiversity, and traditional Knowledge : the OAU model law on community rights and access to genetic resources. University of Ibadan. Nigeria

Sarah Anderson, John Cavanagh. 2000. Top 200 : The rise of Corporate Global Power. Institute for Policy Studies (IPS). <http://www.ips-dc.org/top200text.htm>

United Nations International fund for Agriculture (IFAD). 2001. Rural Poverty Report 2001: the challenge of ending rural poverty. IFAD. <http://www.ifad.org/poverty/index.htm>